

# Canoma

Vol. 25 No./No 1  
July / juillet 1999

Comité permanent canadien des noms géographiques



- 1 Quelques superlatifs de la toponymie québécoise  
*Henri Dorion et Marc Richard*

- 4 Name authorities save an historic community name - La Rivière  
*Gerald F. Holm*



- 8 Ha Ling, Ehagay Nakoda, Miners Peak, and citizen participation in geographical naming  
*Merrily K. Aubrey*

- 10 Pekisko  
*Bill Yeo*



- 12 Kaska place names  
*Patrick Moore*

- 14 History of bilingualism relating to federal mapping and documents /  
Histoire du bilinguisme concernant la cartographie et les documents fédéraux  
*Jocelyne Revie*



- 18 La dichotomie *forme parallèle / forme équivalente* en Ontario  
*André Lapierre*

- 21 The Translation Bureau - a partner of long standing  
Le Bureau de la traduction - un partenaire de longue date  
*L. Baudouin-Tardif*



- 23 Toponymic resources for your research projects  
*Helen Kerfoot*

- 25 Recent municipal changes in Canada  
*Kathleen O'Brien*



- 30 Changes to Quebec's municipalities -1 January 1998 to 31 December 1998  
Modifications - municipalités du Québec -1<sup>er</sup> janvier 1998 au 31 décembre 1998  
*Jocelyne Revie*



Communications concerning *Canoma* or geographical names in general should be sent to:

Secretariat  
Canadian Permanent Committee on  
Geographical Names  
6th Floor, 615 Booth Street  
Ottawa, Ontario, K1A 0E9  
Fax (613) 943-8282

If you would like a copy of any article in the other official language, please contact the Secretariat.

Toute information concernant *Canoma* ou les noms géographiques en général devrait être envoyée au :

Secrétariat  
Comité permanent canadien des noms  
géographiques  
6<sup>e</sup> étage, 615, rue Booth  
Ottawa (Ontario) K1A 0E9  
Télec. : (613) 943-8282

Si vous désirez recevoir le texte d'un article dans l'autre langue officielle, veuillez contacter le Secrétariat.

Editing, compilation, and layout / Rédaction, compilation et disposition typographique :

Jocelyne Revie  
Anne Nederlof  
Kathleen O'Brien

Design / Conception et modèle  
Kostron Graphics

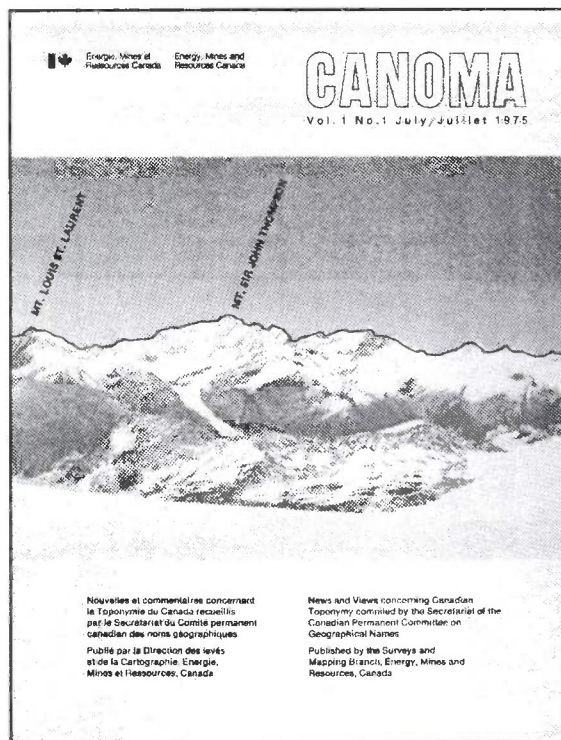
©Minister of Supply and Services  
Canada 1999

Catalogue No. M85-12/25-1  
ISSN 0319-5228

©Ministre des Approvisionnements  
et Services Canada 1999

N° de catalogue M85-12/25-1  
ISSN 0319-5228

# Celebrating 25 Volumes



Canoma, Vol. 1 no. 1 - July/Juillet 1975

# Célébrant 25 volumes

# Canoma

***A publication of "News and Views concerning Canadian Toponymy compiled by the Secretariat of the Canadian Permanent Committee on Geographical Names", was launched with Vol. 1, No. 1, in July 1975.***

Twenty – four volumes later and following an application for a registered Trademark in June 1999, *Canoma* is still being published on a bi-annual basis and continues to provide news and views about Canadian toponymy. From an original distribution of approximately 50 copies to a mailing list that now numbers about 350, *Canoma* still aims to intrigue the interest of those interested in the toponymy of Canada.

While perusing the article that appeared in that first volume of *Canoma* in July 1975, "New Perspectives in Choronymic Research", it made me think that we are still debating some of the same issues/processes today and that is perhaps why "Current toponymic research projects" has been incorporated as a regular topic in one issue of *Canoma* each year. Notes from the annual meetings of the Canadian Permanent Committee on Geographical Names, including the reports of its advisory committees are also part of the December issue of *Canoma* each year.

*Canoma* has grown to become an information source about the developments in the field of toponymy such as toponymic terminology, standards for writing geographical names, data bases, automation of geographical names, Aboriginal nomenclature, as well as articles about that special toponym.

The size and look of *Canoma* may have changed over the years, but the simplicity of its message has not. The publication has enjoyed the input of numerous writers, many of them regulars, and their intent is always similar in nature – to keep its readers up-to-date with the news and views of Canadian toponymy!

Special thanks go to Kathleen O'Brien, Jocelyne Revie, Anne Nederlof, and previous staff members for their continued efforts to ensure that *Canoma* reaches its readers twice annually in an efficient manner.

Here's to another exciting 25 volumes!

Barbara Bowler  
Project Manager  
Geographical Names Section

***Une publication de «Nouvelles et commentaires concernant la toponymie du Canada recueillis par le Secrétariat du Comité permanent canadien des noms géographiques», fut lancée avec le Vol. 1 no 1, en juillet 1975.***

Après vingt-quatre volumes et faisant suite a une demande pour une marque déposée en juin 1999, *Canoma* est encore une publication semestrielle qui fournit des nouvelles et des commentaires sur la toponymie du Canada. La diffusion a augmenté au cours des années, allant de 50 copies à environ 350 copies à l'heure actuelle. *Canoma* pique toujours l'intérêt des toponymistes canadiens.

Lorsqu'on s'attarde à l'article «Nouvelles perspectives de recherche en choronymie», qui a paru dans la première édition de *Canoma* en juillet 1975, nous nous apercevons que ce sujet est toujours d'actualité et telle est probablement la raison de l'existence de la rubrique intitulée «Projets de recherche toponymique en cours» qui paraît dans *Canoma* une fois par année. Quelques notes concernant la réunion annuelle du CPCNG et de courts rapports sur le travail des comités consultatifs sont fournis dans chaque édition de décembre.

*Canoma* est devenue une source de références en ce qui concerne les développements dans le domaine de la toponymie; on y retrouve des renseignements sur la terminologie toponymique, les normes concernant l'écriture des toponymes, les bases de données, l'automatisation des noms géographiques, la toponymie autochtone et des articles sur des toponymes bien spécifiques.

Le format et l'apparance de *Canoma* peut avoir changé au cours des années mais la simplicité du message demeure le même. Plusieurs auteurs ont contribué à la richesse de la publication, certains de façon régulière, et l'intention première est toujours de tenir les lecteurs au courant des nouvelles et commentaires sur la toponymie du Canada.

Nous tenons à remercier Kathleen O'Brien, Jocelyne Revie et Anne Nederlof ainsi que les anciens membres de l'équipe de leurs efforts soutenus qui ont permis la diffusion semestrielle de *Canoma* de façon efficace.

Longue vie aux prochains 25 volumes!

Barbara Bowler  
Gestionnaire de projet  
Section des noms géographiques

## CONTENTS - SOMMAIRE

Quelques superlatifs de la toponymie québécoise	Henri Dorion et Marc Richard	1
Name authorities save an historic community name - La Rivière	Gerald F. Holm	4
Ha Ling, Ehagay Nakoda, Miners Peak, and citizen participation in geographical naming	Merrily K. Aubrey	8
Some meetings concerning names / Quelques réunions sur les noms		9
Pekisko	Bill Yeo	10
News! The CPCGN has a new chair! / Nouvelles! Une nouvelle présidence au CPCNG!		11
Kaska place names	Patrick Moore	12
Publications available from GeoNames Publications disponibles de la Section des noms géographiques		13
History of bilingualism relating to federal mapping and documents / Histoire du bilinguisme concernant la cartographie et les documents fédéraux	Jocelyne Revie	14
La dichotomie forme parallèle / forme équivalente en Ontario	André Lapierre	18
Publications of interest / Publications d'intérêt		20
The Translation Bureau - a partner of long standing Le Bureau de la traduction - un partenaire de longue date	L. Baudouin-Tardif	21
Corrections to municipal name changes / Corrections aux changements de noms de municipalités		22
Toponymic resources for your research projects	Helen Kerfoot	23
Recent municipal changes in Canada	Kathleen O'Brien	25
Changes to Quebec's municipalities -1 January 1998 to 31 December 1998 Modifications - municipalités du Québec -1 <sup>er</sup> janvier 1998 au 31 décembre 1998	Jocelyne Revie	30
Members of the CPCGN and its advisory committees Membres du CPCNG et ses comités consultatifs		32



# Quelques superlatifs de la toponymie québécoise

Henri Dorion et Marc Richard<sup>1</sup>

La toponymie n'est pas malthusienne : elle nomme tout, du lieu le plus minuscule jusqu'aux espaces les plus vastes. La toponymie est omniprésente : les points les plus méridionaux de nos territoires jusqu'aux confins les plus nordiques, d'ouest en est, elle nomme tout. La toponymie, pour ce faire, n'a pas de blocage quant à son vocabulaire : elle utilise aussi bien les mots les plus brefs que des expressions aussi longues qu'un train du Canadien National. La toponymie, en général, n'a d'ailleurs pas de complexe : elle ne craindra ni les tautologies ni les contradictions, elle multipliera les noms pour un seul lieu et elle utilisera, au besoin, cent fois le même nom pour autant de lieux différents. Elle puisera dans tous les vocabulaires : ceux des sciences naturelles, de la littérature, de l'histoire, de la musique, voire celui de la peur. La carte du Québec traduit bien ce caractère ouvert et multidimensionnel de la toponymie; pour en faire l'illustration, visitons quelques-uns des *superlatifs* qu'elle recèle.

## Le lieu nommé le plus vaste

Bien sûr, le toponyme le plus englobant dans un territoire donné, c'est le nom de ce territoire. Cette lapalissade n'est cependant qu'approximative. Il faut d'abord dire que l'étendue exacte du territoire québécois ne fait pas l'objet d'un consensus universel : des portions de ses frontières sont délimitées mais non encore démarquées : c'est le cas de la frontière du Labrador, encore qu'il en est pour contester, au moins partiellement, le principe de délimitation. D'autres ne sont délimitées qu'au niveau des principes généraux, mais non encore dans leurs détails : c'est le cas des frontières septentrionales littorales.

Il faut ajouter que la toponymie fait quelquefois une économie de noms qui la conduit à des multiplications métonymiques comme elle l'a fait avec le toponyme **Québec**, qui sert à désigner une province, une région administrative, un district judiciaire, une division d'enregistrement, une zone d'aménagement et de conservation, un archidiocèse, une communauté urbaine, une ville, un arrondissement historique et, dans le vocabulaire non officiel des fonctionnaires, des dizaines d'autres unités administratives sectorielles. Cela dit, convenons que le toponyme de plus vaste couverture, au Québec, c'est bien **Québec**.

## Le plus petit lieu nommé

Si on cherche le lac qui constitue la plus petite étendue d'eau, on trouverait le **lac Pas d'Eau** et le **lac Sans Eau**; mais sont-ce là encore des lacs? Et si on cherche, par la toponymie, la plus petite montagne, on sera surpris de rencontrer **La Grosse montagne**, située sur l'île aux Oies, qui, effectivement et paradoxalement, est sans doute la plus petite «montagne» du Québec : elle culmine à 17 mètres. Et la municipalité la plus petite? Si on prend le critère de la population, plusieurs municipalités de villages criss se partageraient la palme car la majorité ont zéro comme population, situées qu'elles sont en dehors des limites des réserves. Mais il s'agit là d'une situation particulière. La «vraie plus petite» municipalité est **L'île-Dorval**, avec ses deux habitants recensés.

Mais il y a bien plus petit que tout cela. Un kilomètre carré? Plus petit : un mètre carré? Plus petit : un centimètre carré? Plus petit encore? Eh bien oui : en réalité, il existe, au Québec, des lieux qui n'ont tout simplement pas de surface pour la bonne raison qu'ils se résument à des points. En effet, en 1993, la Commission de toponymie du Québec a décidé d'attribuer à trois lieux, qui constituent les points de jonction de bassins hydrographiques, les noms des territoires amérindiens dans lesquels ils se trouvent : **Nitassinan** (montagnais), **Kitaskino** (attikamek) et **Anicinabe** (algonquin). Cette dernière référence est l'occasion d'évoquer un autre exemple, bien loin de notre propos, celui de la frontière entre le Canada et la Russie dont, à l'occasion de discours d'hommes politiques bien intentionnés quant au développement des liens d'amitié entre les deux pays, il a été dit que nous partagions «une longue frontière nordique». Or, pour peu que l'on adopte la «théorie des secteurs» pour les régions polaires, ce que ne fait pas encore le droit international, il faudrait en conclure que la frontière russo-canadienne tient en un seul point, le pôle Nord. C'est donc la frontière la plus courte au monde, *ex æquo* avec la frontière entre l'Arizona et le Colorado ou entre l'Utah et le Nouveau-Mexique qui se rencontrent au point de quadrifonction où se croisent leurs frontières à angle droit.





## Le nom le plus long

Autrefois, à l'époque où la géographie était davantage enseignée comme une nomenclature que comme une science, on utilisait des moyens mnémotechniques se référant à la forme ou à la position relative des pays pour apprendre à les localiser correctement. Ainsi, les deux pays les plus horizontalement longs d'Europe étaient la *Tchécoslovaquie* et l'*Union des Républiques Socialistes Soviétiques*. Ces noms n'ont plus cours, faute de pays, et les nouveaux noms sont plus



L'un des monolithes d'érosion de l'archipel de Mingan. Sur la Côte-Nord, on emploie couramment le générique de «bonne femme» pour parler de ce type de sculpture naturelle. (Source : Ministère du Tourisme du Québec)

courts : *Tchéquie* (équivalent courant de la forme officielle **République tchèque**), **Slovaquie**, **Russie**. Ajoutons que, si c'est la longueur toponymique qui est responsable du fait de leur démembrement, comme ce put être le cas pour l'éphémère *République Arabe Unie*, rassurons-nous quant à l'avenir géopolitique du Canada, car seulement 15 % des pays de la planète ont un nom plus court que le Canada. Mais, à l'occasion de cette dernière parenthèse, revenons au Québec. Il n'était point besoin de très grands territoires pour supporter des noms comme *Cœur-Très-Pur-de-la-Bienheureuse-Vierge-Marie-de-Plaisance* ou *Saint-François-Xavier-de-la-Petite-Rivière-Saint-François*, dont les formes officielles ont heureusement été écourtées (dans le premier cas, une réduction par 10, pour devenir tout simplement **Plaisance**). Un nom de paroisse, encore officiel, partage ce record toponymique (50 lettres) : **L'Annonciation-de-la-Bienheureuse-Vierge-Marie-de-Nazareth**. Mais la palme du toponyme

le plus long et d'un seul tenant est celui d'un portage situé à 200 kilomètres au nord de Sept-Îles et qui a un nom **Kamushkuapetshishkuakanishit**. La toponymie se paie quelquefois le luxe d'une certaine méchanceté en exigeant de ses utilisateurs de gros efforts de mémoire.

## Le nom le plus court

Évidemment, sous ce titre, on cherche les noms à une seule lettre, comme il en existe dans plusieurs pays. Il s'agit ici évidemment des termes spécifiques des toponymes car les langues française et anglaise n'ont aucun terme générique économe au point de ne requérir qu'une seule lettre pour désigner un accident géographique, au contraire des peuples germaniques qui ont leur *a* (rivière) et leur *ö* (île). Mais pour les éléments spécifiques des toponymes, l'imagination n'a pas de limite et ses choix sont souvent économes. C'est le cas au Québec des lacs qui utilisent tour à tour presque toutes les lettres de l'alphabet; seules, les lettres *G*, *K*, *N*, *Q*, *R* et *W* ont été négligées. Aucune de ces lettres ne constitue un sémantème, c'est-à-dire qu'aucune signification n'est inhérente à l'une ou l'autre de ces lettres. Leur sens est *référentiel*; pour les premières lettres de l'alphabet, les désignations sont séquentielles : le *rang C* fait suite, pour ainsi dire, au *rang B* qui fait suite au *rang A*. Pour les autres, c'est plutôt la forme du lac qui a inspiré le choix de la lettre : les lettres *L*, *M*, *P*, *S*, *T*, *U*, *V*, *Y*, *Z* ont toutes été toponymisées pour évoquer la forme des lacs qui portent ces noms qui ont ceci de particulier, du moins pour les consonnes, qu'ils ne se prononcent pas comme ils s'écrivent : on dit bien «le lac Zed», et non «le lac Zzzz».

## Le nom le plus fréquent

Le Groupe d'Experts des Nations Unies pour les noms géographiques a recommandé aux autorités toponymiques nationales, autant que faire se peut, l'application du principe d'*«univocité»*, qui se résume dans la formule «un nom = un lieu; un lieu = un nom». On devine que c'est là un objectif qui, tout logique et souhaitable qu'il soit, est impossible à atteindre. Cela, pour deux raisons. D'abord, il y a, au Québec, plus de lieux qu'il n'y a de mots dans les langues française, anglaise et autochtones réunies. Mais il y a aussi le fait qu'un nom de lieu naît souvent de façon non planifiée, sur l'inspiration du moment, sans tenir compte de l'existence ou pas de noms similaires. Or, des lieux ou des environnements similaires, à quelque égard, inspirent souvent des noms semblables. Pas étonnant, donc, que tant de lacs dont la



particularité est d'être tout en longueur aient été spontanément nommés **lac Long**; on en a compté 434 au Québec; 162 demeurent officiels. Il en est de même des 143 **lac Rond** que comporte le répertoire officiel. Et comme il est difficile pour une ville ou un village de ne pas avoir de «rue principale», il ne faut pas s'étonner de rencontrer, au Québec, 392 artères qui se nomment **rue Principale**.

Notons au passage que le Québec n'a pas le monopole de l'homonymie. Si c'est la géographie qui, chez nous, multiplie les homonymes, dans d'autres pays ce peut être la religion, comme en France (l'aurait-on cru?) qui possède 238 **Saint-Martin**, ou la politique, comme au Mexique dont la capitale impose à ses habitants de s'orienter à travers ses 99 rues ou avenues homonymes **Lazaro Cardenas**. L'expression *sic transeat gloria mundi* ne s'est pas appliquée à ces cas, comme elle l'a fait pour le nom de *Staline* qui avait saupoudré la cartographie de 20 % de la surface de la terre pour ensuite s'évaporer comme neige au soleil.

### Le lieu le plus différemment nommé

On a déjà évoqué le principe d'univocité pour dire que certains toponymes désignent un grand nombre de lieux différents. L'inverse est également fréquent. Des lieux se voient dotés de noms différents parce que vus, visités ou consignés par des personnes d'origines, de langues ou même de caractères ou de points de vue différents. Plusieurs des îles de Mingan ont plus de 10 noms différents connus. Les toponymes amérindiens sont souvent sujets à des interprétations et des graphies aussi fantaisistes que variées. La palme revient sans doute au nom **Chicoutimi** pour lequel on a déjà relevé plusieurs dizaines de formes différentes. Le problème, en matière de synonymie toponymique, est qu'un nom ne chasse pas l'autre et qu'il en résulte une sédimentation toponymique qui fait la jouissance des onomasticiens.

### Le nom le plus redondant

La méconnaissance des termes génériques de langues étrangères engendre de nombreuses redondances : le *désert du Sahara* ou celui de *Gobi*, la chaîne des *Carpatés*, le fleuve *Don*, voilà autant d'occasions de dire deux fois la même chose. La toponymie ne craint pas les pléonasmes : *bis repetita placent*. Le superlatif des superlatifs à cet égard est sans doute un lac de Carélie dont le nom est composé de quatre fois le mot «lac» en quatre langues différentes, par suite d'une cascade d'incompréhensions successives. Nous n'avons

pas de tel superlatif au Québec, mais le phénomène existe discrètement entre les langues indigènes et eurogènes : le **lac Nipi**, c'est le «lac Lac»; la **rivière Sipis**, c'est la «rivière Petite Rivière». Mais la redondance peut prendre d'autres formes, comme la répétition du saint patron : **Saint-François-Xavier-de-la-Petite-Rivière-Saint-François**.

### Le nom le plus contradictoire

On l'a dit au début : la toponymie n'a pas de complexe. Elle ne craint ni l'humour, parfois involontaire (**rue du Phare Ouest**, à Matane), ni les gauloiseries (**Anse aux Fesses**, **Lac du Pénis d'Orignal**) ni les contradictions. A cet égard, on peut gloser sur les conséquences pour le moins bizarres que peut engendrer le fait de consigner, dans le nom d'un lieu, le fait qu'il n'a pas de nom. Il y aurait beaucoup à dire sur les lacs nommés **lac Sans Nom**. Si, par ailleurs, on porte le regard sur les termes génériques, les contradictions ne manquent pas. Ainsi, **Le Marais** est un ruisseau, **la Mer Bleue** et **La Baie** sont des tourbières, **L'Île** est une fosse à saumon, plusieurs **îles**, comme aux îles de la Madeleine, sont des pointes ou des presqu'îles.

### Un superlatif aller-retour

Les palindromes sont assez nombreux au Québec : pensons aux lacs **Alla**, **Anna**, **Neppen**, **Otto**, **Pilip**, **Radar**, **Savas**, **Ti-Pit**... Quel serait le plus long? Nous avons trouvé le **lac Tatutat**; mais 7 lettres, ce n'est pas un record : c'est bien loin du palindrome que notre ami Richard Randall nous a un jour communiqué : *A man, a plan, a canal, Panama*. De toutes façons, la toponymie ne pourra jamais atteindre les invraisemblables records des écrivains sous contrainte comme le roman palindromique de Georges Pérec!

### Conclusion

On peut s'étonner qu'une science aussi sérieuse que la toponymie se permette de telles frivolités et conclure par une interjection d'étonnement : zut! C'est en effet une conclusion : le **lac Zut** est la dernière des 206 630 entrées qui composent la *Nomenclature géographique officielle du Québec*.

### Notes

- 1 Henri Dorion, ancien président de la Commission de toponymie du Québec et Marc Richard, Commission de toponymie du Québec.







# Name authorities save an historic community name - La Rivière

Gerald F. Holm<sup>1</sup>

One of the most significant place name controversies to reaffirm and solidify Canadian naming principles in the last half-century occurred in Manitoba in 1964. The proposed name change of La Rivière, a small village in the Pembina Valley, to *Seekaywye*, prompted a rare resolution of the Canadian Permanent Committee on Geographical Names (CPCGN) to support the Provincial Names Authority in its rejection.

A couple of years ago, as a member of the Manitoba Heritage Council Inscriptions Committee, I was researching our records to confirm the name La Rivière for a bronze plaque inscription. I pulled the file and found, once again, the interesting story about this name proposal. I thought at the time that it would be an interesting

One must remember that as we put the pieces together, an influential segment of the media was behind the proposal. Both correspondence and newspaper articles provide an excellent 'play by play' description as the story unfolds.

According to a letter dated 11 August, 1964, from J.R. Mitchell, Executive Vice-President, Moffat Broadcasting Ltd., to Mr. Ed Gauer, the Manitoba Member on the Canadian Permanent Committee on Geographical Names, this is how it all began:

*...Last December, we formulated a CKY Plan for Economic Progress. Under this plan, we would "adopt" a Manitoba community which has potential or existing resort or recreational facilities, but which is suffering from economic depression and needs a boost. This plan was outlined to approximately thirty Manitoba communities who responded to our "on the air" announcement. Only after interest and initiative on the part of a town to contact us, did we proceed further. Under the plan, CKY would undertake a permanent promotion and public relations campaign on behalf of the community, promoting the town in general as a vacation spot.*

*This campaign would continue for a minimum of two years, with the aim being to boost the economy of the town involved by increasing tourism... The one thing we requested in exchange for the campaign was an official change of the town's name to Seekaywye, Manitoba. ...*

I soon realised that our records did not have all the newspaper articles, especially those in the circulating in the vicinity of the village itself. I visited the Manitoba Archives where I found some valuable additional articles. Of note is a letter from David E. Lyman, Station Promotion Manager, Broadcasting Station CKY, containing the details of the scheme, and, as would later be addressed by the CPCGN, the reasons why the proposed name change was rejected. Here are some excerpts from that letter which appeared in *The Western Canadian*, Manitou, Manitoba, dated 10 September, 1964:



Fig. 1. Newspaper article detailing the naming procedure for changing La Rivière to Seekaywye.

story to share with readers of *Canoma* when the opportunity arose. I am pleased to provide you with a glimpse of the real story, which not only generated much controversy, but also brought the value of provincial and national names authorities to the forefront.

... In recent weeks, the newspapers in Manitoba have had a great deal to say about the Seekaywye Plan for Economic Progress....[It] was not, as some believe, a hastily-conceived plan at publicity...

As early as September, 1963, our plan was presented to a Manitoba cabinet minister for his inspection... he felt it had distinct possibilities in a smaller community and suggested 7 towns that might be interested. These 7 towns were contacted, but all 7 were unable to utilise the plan.

In January of 1964, CKY began running on-air announcements inviting Manitoba mayors to contact us if they were interested in reviewing the Seekaywye Plan... Twenty-six mayors replied and all were supplied with details. Some rejected the plan. Others expressed interest in further discussions, and personal conferences were held with the officials involved. Some were dropped because they lacked tourist facilities, which were considered vital in a promotion of this kind. Finally it was decided that we would proceed with the plan in Binscarth, La Riviere, and Grunthal, in that order.

A series of meetings were held in Binscarth, followed by a vote among local residents. The plan was defeated by 7 votes, ...A similar series of meetings and a public election [vote], was then held in La Riviere. Citizens were invited to come out, hear the facts, and decide for themselves. La Riviere residents who attended these meetings will tell you that they were strongly urged to vote AGAINST the plan if they had the slightest doubt that it was the best move for the community. Nevertheless, the vote went strongly in favour of the plan.

Now....to clarify some misconceptions.

The Manitoba Historical Society [opposed the] plan on the grounds that it caused the discontinuance of a fine old historical name. However, at the series of public meetings held in La Riviere, it was found that NOT ONE PERSON WHO HAD ATTENDED THE MEETINGS knew the origin of the name La Riviere. Those who would hazard a guess thought it was simply named "The River" in 'French'. Nowhere in the community is there any sort of historical marker linking the village with the late Senator LaRiviere.

Community residents were repeatedly told to reject the plan if they felt the community had strong ties to its existing name. However, most of the people felt that a name of which the origin was unknown was of little historical value....

The Manitoba Historical Society has reported that the name "Seekaywye" as an obscene meaning in the Cree language. This is untrue. The name has been carefully researched and has no meaning at all. The word was devised by spelling out the letters "CKY" in such a manner as to create a word which appears of Indian origin, so it would not appear out of place.

Some persons have stated they feel that the name change is simply an attempt for publicity and has no connection with the plan itself. This is untrue. Our plan involves promotion on radio stations throughout



The Winnipeg Free Press, Oct. 1, 1964

## Move To Halt Commercial Town Names

### May Seek Power To Stop Promotional Re-Naming

BY ROGER NEWMAN

The Canadian Permanent Committee on Geographic Names may soon seek additional powers so that it can stop commercial promoters who try to re-name unincorporated Canadian communities.

A discussion on ways to obtain this extra power is expected to take place next week when committee members gather in Winnipeg for their annual meeting.

The committee, a federal-provincial body, is concerned because the southern Manitoba community of La Riviere recently changed its name to "Seekaywye" — a phonetic spelling for the call letters of a Winnipeg radio station. And although the change doesn't meet the committee's approval, the radio station, CKY, is insisting that La Riviere is now Seekaywye.

Committee members, whose job is to select names for unincorporated places and towns, are drawn from the ranks of federal and provincial mines, resources and survey department officials.

#### Question

But there is some question as to whether the committee has the power to order companies like CKY to desist from changing community names.

E. A. Gauer, Manitoba's representative on the committee, said in an interview Tuesday that as far as he was concerned, La Riviere still retains its same name. But he said the committee may have to seek more powers to ensure that it can stop this type of commercialization of place names.

"Our only authority comes from orders-in-council passed by each of the participating governments," he said. "We haven't approved the new name of Seekaywye, but apparently the radio station thinks it doesn't need our consent."

The problem first cropped up when La Riviere residents recently approved the name change by a 138 to 81 vote in an official referendum. Since then, both the radio station and a television station have been urging citizens to come to "Seekaywye."

#### No Request

Mr. Gauer said, however, that no official request for the new designation had come from either the radio station or the town.

"Our impressions to the change are unfavorable," he said. "We think the proposed new name is contrary to the principles under which our committee operates."

Mr. Gauer said he had given his views in an exchange of correspondence with the radio station. However, he said the station apparently didn't agree with the official viewpoint.

As a result, the future of Seekaywye, Manitoba, will probably be discussed next Monday at the committee's annual meeting here. The discussion will centre around possible steps that can be taken to give the committee enough power to stop the commercialization of place names.

The committee on geographic names meeting will tick off a three day convention which will be attended by federal and provincial survey officers from across Canada. Guest speakers during the latter two days of the convention will be federal Mines Minister William Bendickson and provincial Mines and Resources Minister Sterling Lyon.

Fig. 2. Newspaper article reporting on the CPCGN view regarding the name change proposal of La Riviere.



*North America ...the member stations of the North American Broadcasters Idea Bank. Without the name change, there would be no reason for them to promote a small ski resort village in Manitoba. With the name change, Seekaywye becomes the first village in the world named for a radio station. The village becomes newsworthy and a radio station has a logical reason for promoting it....*

*To sum up our plan, we intend to arrange continent-wide publicity for the village of Seekaywye. The entire purpose of the plan is to motivate people to visit Manitoba in general, and Seekaywye in particular...It means that if the plan succeeds, La Riviere... or Seekaywye...will survive...*

*Furthermore it is hoped that historical markers can be erected in the community pointing out its connection with Senator La Riviere. This is something the village has never had, but which would be of interest to tourists...*

*We know this plan will work and we intend to prove it.*



**Fig. 3. Officials presenting their viewpoint on the name change of La Rivière, at the annual meeting in October 1964, in Winnipeg, Manitoba. From left to right: J.S. Anderson, Deputy Minister of Mines and Natural Resources, Man.; Hon. W.M. Benedickson, Minister of Mines and Technical Surveys, Ottawa; Hon. Sterling Lyon, Minister of Mines and Natural Resources, Man.; Jack Ives, Chair of the CPCGN.**

Less than a month later, on 5 October 1964, at its first meeting outside Ottawa, the CPCGN passed the following resolution:

“Whereas it appears commercial interests wish to change the long-established name of La Rivière to CKY (Seekaywye); and whereas this proposed change is in violation of the principles that the

federal and provincial governments have agreed to accept – be it resolved that the Canadian Permanent Committee on Geographical Names deplores this suggested change.

Be it further resolved that the committee unanimously endorse the recommendation of the place names authority of the Province of Manitoba, that this name change be rejected.”

With this backing, the Manitoba member on the CPCGN had all the support he needed to reject a name change.

The Chairman, Dr. J.D. Ives, made it clear that without official government approval, the Village of La Rivière remains La Rivière on federal government maps, provincial brochures and as a post office address.

The meeting minutes of the CPCGN meeting state:

*After some discussion, because the proposal concerned the change of an old established name and appeared to contravene Principle 9(j), it was unanimously agreed that the Committee prepare a resolution supporting the stand of the provincial representative.*

So what did Principle 9(j) tell us?

**Principle 9: Form and Character of Names**

*Names should be concise, euphonious and in good taste. Forms that should usually be avoided are:*

- (a)...(j) A name that could be construed as advertising a particular commercial or industrial enterprise.

To seal its fate, Mr. R.G. Smellie, Minister of Municipal Affairs, Province of Manitoba, stated on 26 January 1965, in reply to a letter from the Secretary of the Seekaywye Community Development Committee “...You will see from the foregoing that the procedure which must be undertaken now is to obtain approval of the ‘Place Names Authority of Manitoba’ then from the Canadian Permanent Committee on Geographical Names’ and finally from the Provincial Cabinet.

*My understanding is that the application has already been turned down by the Place Names Authority of Manitoba. I must therefore suggest to you that until you can convince that body of the necessity for making the change which you request that it will be impossible for the Government of Manitoba to do anything to meet your request.’*





Fig. 4. Newspaper article confirming the official status of La Rivière.

The discussions carried on for some months as witnessed by this note on file dated 13 October 1965 to Mr. E. Gauer, the Manitoba CPCGN member: *...the Reeve of the Rural Municipality of Pembina telephoned this office October 7th, to discuss with you the difficulty he is having in the matter of the change of name from La Riviere to Seekaywye.*

*It appears that a group of citizens wish to disband the village of La Rivière and to then apply for incorporation under the new name of Seekaywye. ... Mr. Cousins seemed rather concerned about this approach as, according to him, it could legally be done and he feels that it is not in the best interests of La Rivière to have this group proceeding with this action.*

That is the last piece of correspondence on our files relating to the issue.

### Epilogue

Although the radio station and the community development committee did not achieve its initial objective of changing the name, it most certainly generated much publicity during the controversy,



La Riviere is the home of Manitoba's first skiing. La Riviere is a neat and pretty town. It is situated at the fork of the Pembina River and the Mary Jane Creek. It was a divisional point for the C.P.R. with round-house, water tank and coal dock, but with the passing of the steam engines these all disappeared. La Riviere is a very pretty spot especially in the spring and fall.

La Riviere is an unincorporated village of 300 progressive and friendly people. Property is reasonable and there are very low taxes. It has paved streets and cement sidewalks. La Riviere has a sewage system and garbage pickup, and also a volunteer fire

brigade. It has cable T.V., a new post office, a good 4 room primary school and a 3 sheet curling rink. The curling rink, at the present time, is being used as a skating rink. La Riviere also has a credit union, a recreation hall, 3 good garages, an electrical and T.V. shop, and a plumbing and heating shop. It has a Centennial Park situated in a large horseshoe of the Pembina River, complete with modern rest rooms, cooking centre, parking space, and a playground for the kiddies. It will be situated right off the new No. 3 highway that is to be built through the town of La Riviere. In La Riviere Nellie McClung museum is presently being restored. This is the house in which she wrote her first three books.

Fig. 4. 1976 Tourism brochure showing the beauty and pride of the community.

both within Manitoba and even across Canada. I am certain that if we looked even further there would other positive spin-offs to this issue – the 1976 Tourism Brochure may be one of them.

The local history book *“Turning Leaves - A history of La Riviere and district”*, 1979, La Riviere Historical Book Society, is full of pioneer accounts of the fond memories folks had of their hometown. However, I was not surprised to see that the compilers of the publication chose to use the established form of the name La Riviere (without an accent) and, as much as I thought it might be referenced, I could not find any mention of the name change proposal.

We cannot leave this story without letting readers know what official reference we use for the origin of the 113-year-old name. *Place Names of Manitoba (1933)*, Geographic Board of Canada, provides this origin on page 49:

*La Rivière; village, 3-10-1 (C.P.R. 1886) after the Hon. Alphonse Alfred Clement LaRivière; member for St. Boniface in the Legislative Assembly 1878-89, M.P. for Provencher, 1889-1904, Senator, 1911.*

Had the radio station and/or the local municipal council known more about the existing principle relating to the promotion of such names, such a major controversy might have been avoided. Let us continue to strive for better communication, ensuring the public as well as the governing authorities know, or at least have an opportunity to learn about, the names authorities, their importance and significant value.

By the way and for your information, the bronze plaque inscription I was working on, reads: *La Rivière Canadian Pacific Railway Station.*

### Note

1. Gerald F. Holm, Provincial Toponymist and Manitoba CPCGN member, Winnipeg.





## Ha Ling, Ehagay Nakoda, Miners Peak, and citizen participation in geographical naming

Merrily K. Aubrey<sup>1</sup>



A short article appeared in the *Medicine Hat News* on 22 October 1896. In the "Canmore Cullings" section of that week's paper was noted: "For a bet of \$50, Ha Ling contracted to climb the mountain peak east of White Man's Pass, nearly 5,000 feet high, ascend and descend the same in ten hours...Ha Ling arrived [back] at camp at 12:30 noon, just taking five hours and a half, thereby winning the bet." The column concluded by saying: "As the peak has no name let it henceforth be called **Ha Ling Peak** in honor of his daring intrepidity." Little did Mr. Ha know, but one hundred years later his feat would spark a naming controversy in the province of Alberta; one that rivalled Mount Eisenhower/Castle Mountain in its intensity, and one that gained international media coverage.

The feature was known as the *Beehive* early on, this being descriptive of its shape. By the 1930s, the name that was entrenched was *Chinamans*

determined there was overwhelming local usage of the name *Chinamans Peak*. That name was officially adopted in July 1980 on the basis of local usage and historical significance.

Times and sensibilities changed. Although there had been occasional discomfort expressed over the use of the increasingly derogatory term, it finally coalesced into concerted effort in late 1996. A letter was received from a Calgarian by the Minister of Community Development, the Honourable Shirley McClellan, asking to look into the issue. Other letters were received from Canmore and Calgary residents stating their objection to the name. Some of the long-time residents were concerned that an historic name, one closely tied to their community, was being removed.

The Alberta Historical Resources Foundation Board (AHRF) decided to provide for broader

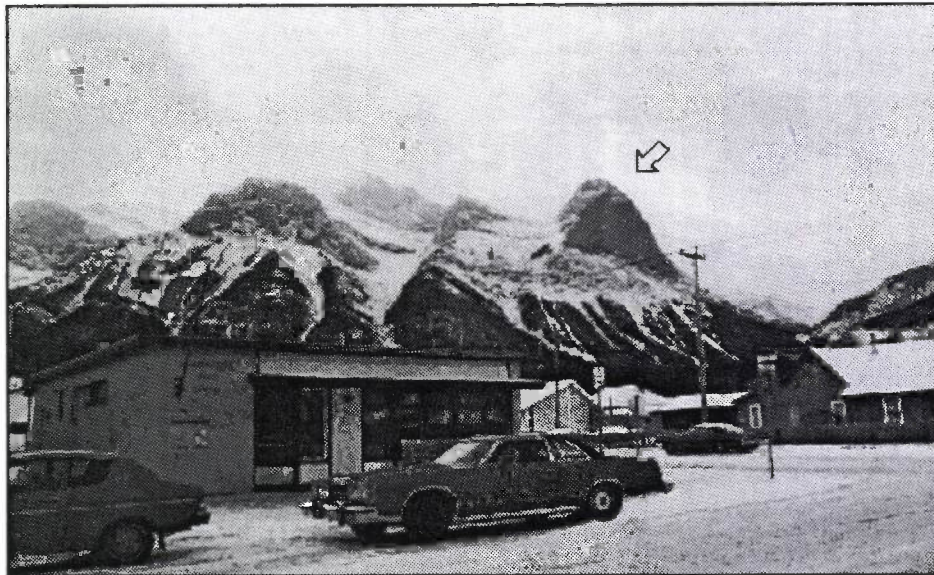


Fig. 1. A view of Ha Ling Peak from the Town of Canmore, Alberta (1977).

(Source: Alberta Geographical Names Program)

*Peak*. Whether this was in direct reference to the original climb in 1896, or to Canmore's Chinese workers in general, was never recorded. This stayed an unofficial name until field research was conducted in the area in the late 1970s, and it was

public involvement. Meetings were arranged in Calgary and Canmore for 1 May 1997. The AHRF Board heard from more than thirty individuals and groups in these two communities and all but two spoke out on the derogatory nature of name

Chinamans Peak. From elementary school child to history professor to self-described "blue-collar worker," everyone who presented did so with passion and eloquent conviction. With that in mind, AHRF rescinded the name in June 1997.

The next task was to find a suitable name for the now unnamed peak. After a great deal of historical research and public consultation it was decided to name the feature after the man who originally performed the feat, and in June of 1998, Ha Ling Peak became the official name. In discussions with the Nakoda, it was determined the entire mountain was traditionally referred to as *Ehagay Nakoda*, which translated to "the last Nakoda." At the time Ha Ling Peak was approved, so was **Ehagay Nakoda** for the whole mountain.

The story of Ehagay Nakoda is not yet finished. At the time of the hearings in 1997, a petition was sent around the town of Canmore, and a significant number of residents asked that if the name Chinamans Peak was rescinded, it should be renamed *Miners Peak*. This would honour of all the mine workers in Canmore's history, Chinese

and European alike. In order to accommodate these sentiments, AHRF asked that the residents of Canmore be consulted to see which of the remaining peaks on Ehagay Nakoda they would like to see named Miners Peak. By the summer of 1999, the results should be in and the AHRF Board will be able to make a decision, closing this chapter of the history of Ehagay Nakoda.

It has been an interesting process, and it has been a privilege to be a part of it. Some could say it never should have been an issue in the first place. Just change the name, or on the other side, keep the name. It was obvious from the outset in 1996, that this would be an important issue, and that broader public involvement was needed in order to determine the most acceptable solution. It has served as a reminder of the importance of place names in people's lives.

#### Note

- 1 Merrily K. Aubrey, Geographical Names Program Co-ordinator, Alberta Community Development.



## Some meetings concerning names / Quelques réunions sur les noms

1999 - 2000

International Cartographic Association Conference / Conférence de l'Association cartographique internationale	14-21 August/août	Ottawa, Ontario
Council of Geographic Names Authorities Conference	7-11 Sept./sept.	Spokane, Washington
XXth International Congress of Onomastic Sciences 20 <sup>e</sup> Congrès International des Sciences Onomastiques	20-25 Sept./sept.	Santiago de Compostela, Spain / Espagne
Canadian Permanent Committee on Geographical Names / Comité permanent canadien des noms géographiques	29-30 Sept./sept. 1 Oct./oct.	Charlottetown, PEI / Î.-P.-É
American Name Society	27-30 Dec./déc.	Chicago, Illinois
20th Session of the United Nations Group of Experts on Geographical Names / 20 <sup>e</sup> Séance du Group d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques	17-28 Jan./janv. 2000	New York, NY
Canadian Society for the Study of Names / Société canadienne d'onomastique	26-27 May/mai 2000	Edmonton, Alberta





# Pekisko

Bill Yeol



Robert Douglas' *Place-Names of Alberta*, published in 1928, tells us that the name **Pekisko** is a "Blackfoot Indian word" for foothills or rolling hills, and that the name **Pekisko Creek** was suggested in 1896 by Fred Stimson. In fact the name was first used officially in 1886, when the Postmaster General "authorized the establishment of a Post Office at Pekisko", which was duly opened for business on the first of August that year, and located at the headquarters of the North West Cattle Company's ranch 25 miles from High River.<sup>2</sup> Stimson was a director of the company, and resident manager at the ranch, known from its brand as the Bar U. He very likely suggested the name of the post office.

In 1989 the Bar U Ranch was designated a national historic site, and opened to the public in 1994. The buildings of the former ranch headquarters are nestled in a coulee along Pekisko Creek, marked by its stand of large old cottonwood trees. Visitors are shown the location of Pekisko House, the manager's residence which had accommodated the Prince of Wales during his visit in 1919, and which burned down in 1928. Plans are in place to put an exhibit in the old ranch office building, which was also the home of Pekisko Post Office until it was moved to Baines' store a few miles to the east in 1927. All this exposure to the name Pekisko leads naturally to enquiries from visitors as to the name's meaning and origin.

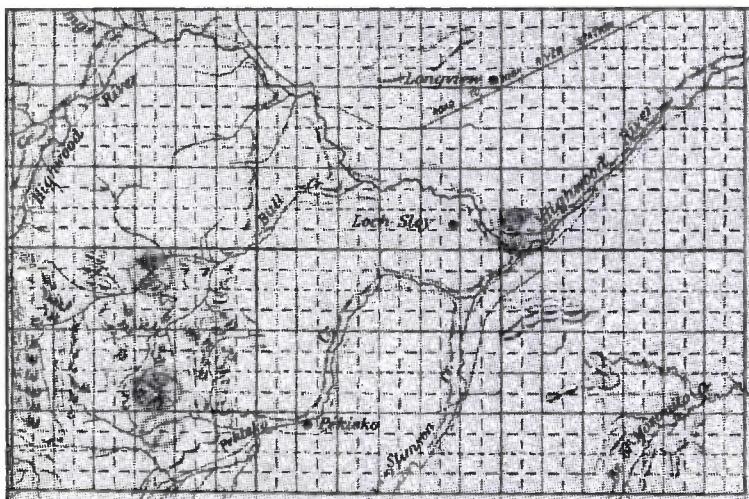
In the summer of 1996 a Blackfoot-speaking visitor, curious about the name, recognized its

roots in the Blackfoot language; but in its present form it did not have an obvious meaning. The phrase *i-a-pisko* was written out as the closest familiar Blackfoot word, said to mean "there are people living there".<sup>3</sup> This suggestion led the interpreters at the historic site to doubt the story they had all learned about the name's origin, and to seek further information.

Fred Stimson is the most likely source for the connection between the name and the Blackfoot language. He is said to have spoken Blackfoot, and was photographed in the 1890s wearing a costume that is now in the Royal Ontario Museum, part of a significant collection of Blackfoot objects donated to the museum by his son. He has also an enduring reputation as a teller of tall tales. Stimson left the Bar U in 1902, after it was sold out from under him by the majority shareholders.

Three years later, in 1905, the postmaster at Pekisko received a printed questionnaire from James White, the Chief Geographer of the Department of the Interior. White contacted each postmaster in Canada, asking, among other things, about the origin of the post office's name. The reply from Pekisko was typed in the ranch office by the new owners' book-keeper, F.R. Pike, who also handled the day-to-day affairs of the post office:

*After making inquiries of the "Old-Timers" in this neighbourhood, I find that the name "Pekisko" is an Indian*



**Fig. 1. Portion of Sectional Map 114 (1926) showing Pekisko Post Office in its first location at the Bar U Ranch, before it was moved east to Baine's store in 1927.**

word signifying either "Rolling Hills" or "High Rolling Hills". This P.O. is situated right at the beginning of the foothills, hence the origin of the name.<sup>4</sup>

This information found its way into Douglas' *Place Names of Alberta*, and is repeated in Volume 1 of Aphrodite Karamitsanis' *Place Names of Alberta*, published in 1991. Eric and Patricia Holmgren's *Over 2000 Place Names of Alberta*, which first appeared in 1972, offers what is essentially the same meaning for the name Pekisko, with one significant difference with respect to its origin: it is "derived" from a Blackfoot word.<sup>5</sup> This process of derivation from an Aboriginal language, to form a geographical name in a largely English-or French-speaking environment, is a familiar occurrence in the story of Canadian toponymy.

So, what is the Blackfoot word from which Pekisko is derived? It should be noted here that Blackfoot is a living language that is evolving with each generation. Stories by elders recorded as recently as the 1960s use terms that are not always familiar to young Blackfoot speakers. In a recently-published dictionary of Blackfoot "stems, roots and affixes" we find the terms *isspahko*, defined as "hill, upland, highland", and *po'ksspahkoistsi*, defined as "small hills".<sup>6</sup> There is sufficient resemblance of form and meaning here to suggest that some similar Blackfoot word or phrase, spoken over a century ago, and heard by Fred Stimson's perhaps less than proficient ear, is the ancestor of Pekisko. It also suggests the accuracy of the meaning reported in 1905 to James White.

## Notes

- 1 W.B. Yeo, consulting historian and heritage planner, Calgary, Alberta.
- 2 Douglas, Robert: *Place Names of Alberta*; published for the Geographic Board by the Department of the Interior, Ottawa (1928). National Archives of Canada, Record Group 3, Records of the Post Office Department, Series D.3, Divisional Inspector's Reports. The Bar U Ranch is south of Longview, Alberta, about 1 hour and 15 minutes drive from Calgary.
- 3 Personal communication, Jean Gallup, Bar U Ranch National Historic Site to B. Holliday, Parks Canada Western Service Centre, Calgary, 9 September 1996.
- 4 Canadian Permanent Committee on Geographical Names, Ottawa; Chief Geographer's post office survey, 1905; reply from Pekisko, Alberta.
- 5 Karamitsanis, Aphrodite (1991) : *Place Names of Alberta*, vol. 1; University of Calgary Press, Calgary. Holmgren, Eric J. and Patricia M. (1972) : *Over 200 Place Names of Alberta*; Western Producer Prairie Books, Saskatoon.
- 6 Franz, Donald G. and Norma-Jean Russell (1995): *Blackfoot Dictionary of Stems, Roots and Affixes*, second edition; University of Toronto Press, Toronto.



## News!

### The CPCGN has a new chair!

Mr. Ralph Goodale, the minister of NRCan, has appointed Ms. Gisèle Jacob of the Canadian Human Rights Commission, to the position of Chair for the CPCGN for a two-year term. Ms. Jacob is looking forward to the work ahead with the Committee.

We would like to take this opportunity to thank again the previous chair, Mr. Anthony Price, for the excellent work he did with the Committee over the 7 last years.

## Nouvelles!

### Une nouvelle présidence au CPCNG!

M. Ralph Goodale, le ministre de RNCAN, a nommé Mme Gisèle Jacob, de la Commission canadienne des droits de la personne, comme présidente du CPCNG pour une période de deux ans. Mme Jacob se réjouit à l'avance de l'opportunité de travailler avec les membres du Comité.

Nous profitons de l'occasion pour remercier de nouveau M. Anthony Price, qui a précédé Mme Jacob dans ce rôle, et qui a établi d'excellents rapports avec les membres du Comité au cours des 7 dernières années.





# Kaska place names

Patrick Moore<sup>1</sup>



The Kaska people live in the communities of Ross River, Watson Lake, Upper Liard, Lower Post, Dease Lake, Fireside, Muncho Lake, and Toad River in the Yukon and northern British Columbia. Kaska have named the lakes, mountains, rivers, and other features of their territory, but until recently only a few names, such as **Muncho Lake** (meaning Big Lake), have been recorded on official maps. In the past decade the Kaska, like other Yukon First Nations, have worked to have the traditional Aboriginal names recognized on the official maps.

The Kaska came into direct contact with employees of the Hudson's Bay Company starting in the 1820s with the establishment of Fort Halkett on the Liard River. In 1834 Chief Factor John McLeod traveled as far as Simpson Lake in the Yukon, which he named in honour of Sir George Simpson, the Governor of the Hudson's Bay Company. This was the first feature in the Yukon to receive an English name.<sup>2</sup> Beginning in 1842, Robert Campbell opened a series of trading posts in the Yukon and named many of the major lakes and rivers of the region after the officers of the Hudson's Bay Company and his fellow H.B.C. employees. Tlingit traders frequently traveled from the Pacific coast to the Kaska region to trade and named some of the major rivers in their language. The Tlingit name for the Pelly River was recorded as *Has-eeen'-a* (Bison River) by George Davidson working with Chief Kohklux in 1869. Kohklux was the Tlingit Chief who had destroyed the H.B.C. trading post at Fort Selkirk in 1852.

George Dawson, the leader of the Yukon Expedition and assistant director of the Geological Survey of Canada, was the first to record Kaska place names. Dawson was a well-trained scientist who was interested in Aboriginal languages and in

1887 he traveled through northern British Columbia and the Yukon. At Lower Post, B.C., his Kaska guides drew a map for him on a piece of canvas and Dawson recorded the Kaska names which later appeared on his map of the region. Dawson recorded a total of ten Kaska names, all of which are recognizable by Kaska people today. Only one of these names, *Yus-ez-uh* (**Yusezyu River**) has become an official name.

Two factors have contributed to an increase in the level of interest in Aboriginal place names in the Yukon over the last two decades. One factor has been the documentation of Aboriginal land use associated with land claims. The other factor has been the documentation of Yukon languages by the Yukon Native Language Centre. Kaska place names have been documented for both the Ross River Dene Council and Liard First Nation as part of land claims. In 1996 the Ross River Dene Council requested official recognition for a number of Kaska place names. Recent changes in the technology for producing maps have also allowed the use of special characters and diacritics necessary to write these languages.

Kaska place names commonly refer to the game or fish resources which are available in specific locations. There are also a number of descriptive terms which describe some physical characteristic of the feature. Some Kaska names, such as *Ts'et'u'u*, are of such ancient origin that their exact meaning is now unclear and still others are derived from complex Kaska verbs describing activities which were carried out at certain locations. Few Kaska place names are based on the names of individuals, whereas most of the English names which have been applied to the Kaska region are commemorative. Examples of some common types of Kaska names are given below.

## Place names based on food resources, (noun-noun compounds)

<u>Kaska name</u>	<u>Translation</u>	<u>English name</u>
Esdlosi Mené'	Lingcod Lake	McEvoy Lake
Gēs Tué'	Salmon River	Hoole River
Usdāje Mené'	Jackfish Lake	McPherson Lake

**Descriptive place names (noun-descriptive verb)**

Gūle Dedetsize	Willows Turning Red	No English name
Tsē Ledé'	Burned Rock or Mountain	No English name
Tū Désdés	Clear Water or Lake	Pelly Lakes

**Place names derived from verbs**

Łá Nenesjā (They chased mountain sheep with dogs to a ledge where they were unable to escape.)	Reaching to an End	No English name
Ugets'enétēts (From its use by hunting parties who camped on the mountain)	Someone Who Camped At	No English Name
Tehkēdení'ā (This mountain is not part of a range, but stands alone beside Sheldon Lake)	Sticking Up Alone	Mount Sheldon
Tetlanejoji (Caribou were chased into snares set in caribou fences near the lake)	Chasing into Snares	Finlayson Lake

Only a small portion of the Kaska names for this region have been approved for use on the official maps in the Yukon and British Columbia. More Aboriginal names from this and other regions will undoubtedly be submitted for approval in coming years. These place names are important indications of Aboriginal uses of the region and reflect as well the complexities of the languages of the region.

**Notes**

- 1 Patrick Moore, Native Language Consultant, Dept. of Education, Yukon
- 2 Coutts, Robert (1980): *Yukon Places and Names*; Gray's Publishing, Sydney, British Columbia, p. 242.
- 3 Dawson, George (1888): *Report on an Exploration in the Yukon District, N.W.T. and adjacent portion of British Columbia 1887*, Canadian Geological Survey Report 3 (1887), pt. B., Montreal/Dawson Bros.

**Publications available from GeoNames /  
Publications disponibles de la Section des noms géographiques**

1. Additions to the *Glossary of Generic Terms in Canada's Geographical Names*, 1987 (TB 176) /  
Additions au *Glossaire des génériques en usage dans les noms géographiques du Canada*, 1987 (BT 176)
2. Toponymic Databases of Canada /  
Bases de données toponymiques du Canada





## History of bilingualism relating to federal mapping and documents /

## Histoire du bilinguisme concernant la cartographie et les documents fédéraux

Jocelyne Revie<sup>1</sup>

The question of bilingualism of geographical names in federal mapping and documents has been, at times, a controversial issue spanning over 50 years and giving rise to conflicting naming policies. This article will summarize chronologically this history which culminated, in 1983, in the establishment of the list of pan-Canadian names still used today in federal mapping and documents.

In 1909, the Geographic Board of Canada (GBC) approved a set of rules for the handling of geographical names in the French language. The Board sanctioned long-established dual forms and permitted translation of generic terminology. However, it was not until the early 1950s, that the language of geographical names became a preoccupation of the federal administration. In 1952, for the preparation of a French edition of the 100-mile map of Canada, a working group, composed of federal civil servants assisted by geographers and linguists, was created to establish a list of geographical names in the French language. The result was the translation or the creation of French equivalents for about 2 000 geographical names that were eventually endorsed by the GBC. The French version of the map was published in 1955.

In 1957, for the publication of the *Atlas of Canada*, another committee was formed to review the French toponymy but their recommendations were not supported by the Board.

In the early 1960s, for the preparation of the 32-mile map of Canada, a major review of the French toponymy was done. This became the basis for the publication of the French versions of the *Atlas and Gazetteer of Canada* (1969) and the *National Atlas of Canada* (1974). These publications contained French generic terminology and more than 2 200 French forms which had not been

Le bilinguisme toponymique dans la cartographie et les documents fédéraux fut, à certains moments, une question controversée qui s'échelonna sur une période de plus de 50 ans et qui donna source à des politiques toponymiques conflictuelles. Cet article tentera de résumer de façon chronologique son histoire qui résulta, en 1983, en la création de la liste d'intérêt pancanadien toujours utilisée de nos jours dans la cartographie et les documents fédéraux.

En 1909, la Commission de géographie du Canada (CGC) approuva un ensemble de règles pour le traitement des toponymes de langue française; la Commission autorisa les formes jumelées avec un usage bien établi et permit la traduction de la terminologie des génériques. Toutefois, ce ne sera qu'au début des années cinquante que la langue des toponymes deviendra un facteur d'importance dans l'administration fédérale. En 1952, pour la préparation de la version française de la carte du Canada à l'échelle «1 po représente 100 miles», un groupe de travail, formé de fonctionnaires fédéraux aidés par des géographes et linguistes, fut créé pour établir une liste de noms géographiques de langue française. Il en résulta la traduction de 2 000 toponymes qui furent par la suite entérinés par la CGC; la version française de la carte sera publiée en 1955.

En 1957, en préparation de l'*Atlas du Canada*, un autre comité fut créé pour réviser la toponymie française; les recommandations du comité furent rejetées par la Commission.

Au début des années soixante, en préparation de la carte du Canada «1 po représente 32 miles», on fit une révision majeure qui servit de base toponymique pour la publication de l'*Atlas et toponymie du Canada* (1969) et de l'*Atlas national du Canada* (1974). On y utilisa la terminologie générique française et plus de 2 200 formes françaises qui n'avaient pas été entérinées par le



sanctioned by the Canadian Permanent Committee on Geographical Names (CPCGN), the successor of the Geographic Board of Canada.

In 1970, the CPCGN established a subcommittee to review the linguistic treatment of toponyms on maps. The following year, the subcommittee recommended that: 1) the established dual forms of toponyms in French and English be recognized on versions of small-scale maps and that they be shown in gazetteers; 2) the translation of the specific part of a toponym should be avoided; and 3) the hybrid forms resulting from a mix of English and French should be accepted. Because the last two recommendations were not unanimously endorsed by all subcommittee's members, the CPCGN asked that the subcommittee reconvene and a consensus be obtained. It would not be until 1976 that consensus was attained and presented to the CPCGN with the following recommendation: geographical names should not be translated and the univocity principle, one name for one feature, should be officially recognized.

In 1980, *Canada Gazetteer Atlas* was published. Only official names approved by appropriate authorities and published in the *Gazetteer of Canada* series and the *Répertoire toponymique du Québec* were used in both linguistic versions of the *Atlas*. Dual forms of names were used only when officially recognized, for example, **Lake Timiskaming** and **Lac Témiscamingue**, but toponyms like *Lake of Two Mountains* and *Magdalen Islands* were dropped.

Because controversy still ruled among cartographers, toponymists, linguists, etc., a "Symposium on the linguistic treatment of geographical names" was proposed and took place in Ottawa in June 1981. Participants were from federal departments interested in toponymy and provincial toponymic agencies. Various papers were presented and an *ad hoc* committee was created to prepare resolutions and a policy statement on the language treatment of toponyms for federal departments and agencies stemming from the discussions at the symposium. The resolutions included: recognition of dual forms for the province/territory names; names of populated places to be shown only as approved by authorities; names of physical features also to be shown as approved by appropriate authorities; for features of pan-Canadian significance, the provinces and territories were asked to authorize

Comité permanent canadien des noms géographiques (CPCNG), le successeur de la Commission de géographie du Canada.

En 1970, le CPCNG créa un sous-comité pour réviser le traitement linguistique des toponymes sur les cartes; l'année suivante, le sous-comité recommanda : 1) que les formes jumelées de toponymes avec un usage bien établi soient reconnues sur les cartes à petite échelle de versions linguistiques différentes et qu'elles soient aussi incluses dans les répertoires toponymiques; 2) que la traduction de l'élément spécifique d'un toponyme soit évitée; et 3) que les formes hybrides découlant d'un mélange de formes française et anglaise soient acceptées. Les deux dernières recommandations ne reçurent pas l'unanimité des membres du sous-comité; le CPCNG demanda alors que le sous-comité se réunisse de nouveau pour établir un consensus. Ce ne sera qu'en 1976 que ce dernier sera obtenu et la recommandation suivante sera présentée au CPCNG: les noms géographiques ne devraient pas être traduits et le principe d'univocité, un nom pour désigner une entité, devrait être officiellement reconnu.

En 1980, le *Canada Atlas toponymique* fut publié; seulement les toponymes officiellement approuvés par les autorités compétentes et inclus dans la série *Répertoire géographique du Canada* et le *Répertoire toponymique du Québec* furent utilisés sur les deux versions linguistiques de l'*Atlas*. Les formes jumelées des toponymes ne furent utilisées que lorsqu'elles étaient officiellement reconnues, par exemple, **Lac Témiscamingue** et **Lake Timiskaming**; les formes *Lake of Two Mountains* et *Magdalen Islands* furent abandonnées.

Toutefois, la controverse continua d'exister parmi les cartographes, les toponymistes, les linguistes, etc.; il fut décidé qu'un «Colloque sur le traitement linguistique des noms géographiques» serait une bonne idée et ce dernier eut lieu en juin 1981, à Ottawa. Les participants représentèrent les ministères fédéraux intéressés à la toponymie et les agences toponymiques provinciales; plusieurs communications furent présentées et un comité temporaire fut établi dans le but de préparer les résolutions découlant des discussions et un énoncé de politique sur le traitement linguistique des toponymes dans les ministères et les agences du gouvernement fédéral. Parmi les résolutions, on y retrouve : la reconnaissance de formes jumelées pour le nom de certaines provinces et territoires; les noms de lieux habités ne sont montrés que tels qu'approuvés par les autorités compétentes; les noms d'entités naturelles suivent le même







the forms of selected names in both official languages; and a working group was to be established to look at generic equivalents for textual materials.

This policy statement was much discussed in the months following between officials from Treasury Board (Official Languages) (TB), Translation Bureau, the Office of the Commissioner of Official Languages, and the CPCGN Secretariat. This type of policy had to be supported by Treasury Board as the CPCGN itself did not have the necessary authority to approve guidelines to be used by all federal departments.

Following discussions on the subject at the CPCGN annual meeting in September 1981, in Thunder Bay, a letter went out to CPCGN members, historians, geographers, and international name authorities regarding their input on a list of features of pan-Canadian significance, stating as one of the main criteria, that they "should be generally considered a part of the collective property of the Canadian people and have well-recognized names in both official languages".

In February 1982, the *ad hoc* committee on resolutions met with officials from TB and a Federal-Provincial Relations representative. Roles of the various participants were defined and TB was judged responsible for the implementation of the Official Languages Act by federal agencies. The CPCGN Secretariat then prepared a list of pan-Canadian names based on responses received from CPCGN members, historians, geographers etc. and sent it to TB to be reviewed. Treasury Board prepared the guidelines "The use of official languages in Canadian geographical names in federal government publications" and forwarded them to the TB President for his review. A copy was also sent to the Minister of Energy, Mines and Resources (now the department of Natural Resources) for comments.

In November 1983, the pan-Canadian list was finalized – some corrections to the French names were provided by the Translation Bureau – in TB Circular 1983-58 and distributed to all federal departments. The Minister of Energy,

principe; pour les noms d'entités d'intérêt pancanadien, on demande que les provinces et territoires autorisent les formes bilingues de certaines entités; et qu'un groupe de travail soit établi pour étudier la question des équivalents génériques à être utilisés dans les textes.

Cet énoncé de politique suscita maintes discussions dans les mois à venir entre des représentants du Conseil du Trésor (Langues officielles) (CT), le Bureau de la traduction, le Bureau du Commissaire aux langues officielles et le Secrétariat du CPCNG. Cette politique se devait d'avoir l'appui du Conseil du Trésor puisque le CPCNG n'avait pas en soi l'autorité nécessaire d'approuver des lignes directrices destinées à l'ensemble des ministères fédéraux.

Faisant suite à des discussions sur le sujet à la réunion annuelle du CPCNG de 1981, à Thunder Bay, une lettre fut envoyée aux membres du CPCNG, à des historiens, des géographes et des autorités toponymiques internationales leur demandant leurs suggestions concernant une liste de noms d'entités d'intérêt pancanadien; un des principaux critères mentionnés concernait le fait que les entités «devraient être considérées généralement comme faisant partie de la propriété collective du peuple canadien et qu'elles aient des formes bien établies dans les deux langues officielles».

En février 1982, le comité temporaire sur les résolutions rencontrèrent les représentants du CT et un représentant des Relations provinciales et fédérales; les rôles des divers participants furent définies et il fut reconnu que le CT avait la responsabilité de la mise en oeuvre de la Loi sur les langues officielles pour les ministères fédéraux. Le Secrétariat du CPCNG prépara donc une liste de noms d'entités d'intérêt pancanadien fondée sur les réponses des membres du CPCNG, d'historiens et de géographes qui fut ensuite envoyée au CT aux fins de commentaires. Le Conseil du Trésor établit par la suite les lignes directrices «Le traitement linguistique des toponymes canadiens dans les documents fédéraux» [traduction] et les firent parvenir au président du Conseil du Trésor. Une copie fut aussi envoyée au ministre d'Énergie, des Mines et des Ressources (maintenant le ministère des Ressources naturelles).

En novembre 1983, on mit la dernière main à la liste des noms d'intérêt pancanadien – quelques corrections aux toponymes français furent apportées par le Bureau de traduction – et parut sous le titre de *Circulaire 1983-58* du Conseil du

Mines and Resources had already endorsed the policy in June 1983.

Because the policy aimed principally at the treatment of geographical names on federal maps, the Translation Bureau decided to prepare guidelines for the translation of geographical names in texts. For more information on the linguistic treatment of toponyms in textual materials, please consult *Canoma* Vol. 15(1), pp.7-8, and Vol. 17(1), pp. 1-13.

Since 1983, the policy stated in TB Circular 1983-58 regarding pan-Canadian names has been the official toponymic reference guide for federal mapping. The list contains 81 names (names of provinces/territories and major physical features) and can be currently seen on the Geonames website at <[http://geonames.nrcan.gc.ca/english/pan\\_can.html](http://geonames.nrcan.gc.ca/english/pan_can.html)>. The list may need to be revised in the future and *Canoma* readers will be kept informed of any new developments.

#### Endnote

1. Jocelyne Revie, Secretariat for the Canadian Permanent Committee on Geographical Names.
2. Policy paper: *The Use of the official languages in Canadian geographical names in federal government publications*, December 1981, Official Languages Branch, Treasury Board Canada.

#### References

1. The information gathered here was taken from various correspondence material in the CPCGN Secretariat's files in Ottawa.
2. *Toward a language policy for the handling of geographical names at the federal level*; report prepared by A. Rayburn, former Executive Secretary of the CPCGN.

Trésor; cette *Circulaire* fut envoyée aux ministères du gouvernement fédéral. Le ministre d'Énergie, des Mines et des Ressources avait déjà entériné la politique en juin 1983.

Puisque la politique adressait principalement la question du traitement linguistique des noms géographiques sur les cartes du gouvernement fédéral, le Bureau de traduction décida de préparer des lignes directrices concernant la traduction des toponymes dans des textes suivis. Pour plus de renseignements à ce sujet, veuillez vous référer aux volumes suivants de *Canoma* : Vol. 15(1), p.7-8; et Vol. 17(1), p. 1-13.

Depuis 1983, la politique exprimée dans la *Circulaire CT 1983-8* concernant les noms d'entités d'intérêt pancanadien est demeurée la source de référence toponymique pour la cartographie fédérale. La liste contient 81 toponymes dans les deux langues officielles (noms de provinces/territoires et d'entités naturelles les plus importantes) et peut être consultée sur le site web des Noms géographiques à l'adresse suivante <[http://toponymes.nrcan.gc.ca/francais/pan\\_can.html](http://toponymes.nrcan.gc.ca/francais/pan_can.html)>. Les lecteurs de *Canoma* seront informés de toute révision éventuelle de la liste.

#### Notes

1. Jocelyne Revie, Secrétariat du Comité permanent canadien des noms géographiques.
2. Document de politique : *The use of official languages in Canadian geographical names in federal government publications* (anglais seulement), décembre 1981, Direction des langues officielles, Conseil du trésor du Canada.

#### Références

1. Les renseignements contenus dans cet article proviennent du matériel de correspondance dans les dossiers du Secrétariat du CPCNG à Ottawa.
2. *Toward a language policy for the handling of geographical names at the federal level* (anglais seulement); rapport préparé par A. Rayburn, ancien Secrétaire exécutif du CPCNG.



# La dichotomie forme parallèle / forme équivalente en Ontario

André Lapierre<sup>1</sup>

## Introduction

La présence, sur un territoire donné, de deux ou plusieurs communautés linguistiques peut poser des problèmes toponymiques à partir du moment où l'on relève plus d'une forme linguistique en usage pour une seule et même entité géographique. Pour composer avec de pareils problèmes, on a le plus souvent recours à des dispositions particulières touchant la nomenclature géographique à l'intérieur de politiques d'aménagement linguistique du territoire.

Contrairement au Québec et au Nouveau-Brunswick, l'Ontario ne dispose pas de législation linguistique à proprement parler. Il n'y a pas de langue officielle, même si l'anglais est depuis longtemps la langue dominante et la langue de l'administration gouvernementale. Il existe, en revanche, une loi sur les services en langue française, créée pour répondre aux besoins de la minorité française ontarienne, éparpillée aux quatre coins du territoire et concentrée surtout dans l'est et le nord de la province. Adoptée en 1986, cette loi reconnaît la contribution des Franco-Ontariens au développement de la province et traduit l'engagement du gouvernement et de ses agences à leur fournir des services dans leur langue. Elle consacre dans un cadre législatif une série de mesures destinées à affermir la présence du fait français dans la province. Une particularité intéressante de la loi concerne la sélectivité territoriale de son application. Elle n'intervient que dans 22 régions ou districts où les francophones constituent au moins 10 % de la population et dans les centres urbains avec plus de 5 000 francophones. En fait, cette loi vient encadrer l'activité d'une population où les francophones sont largement majoritaires dans leur milieu. Elle revêt donc une importance particulière au niveau de la nomenclature toponymique qui, dans cet environnement, rejoint la problématique des régions multilingues.

Les dispositions de la loi prévoient, entre autres, la traduction en français de tous les textes légaux de la province. Lorsque le moment est venu de traduire certaines lois comportant des noms géographiques, les traducteurs se sont heurtés à des problèmes d'ordre linguistique rendus d'autant

plus épineux que l'Ontario ne disposait pas, à l'époque de son adoption, de politique pour le traitement des noms géographiques d'origine française. Pouvait-on, par exemple, utiliser dans un texte destiné à un lecteur francophone un toponyme officiel comme **Georgian Bay** alors que l'usage commun chez les francophones ontariens avait consacré depuis longtemps la forme **baie Georgienne**? Pouvait-on, au nom du respect de la forme officielle des toponymes, produire des textes français, boiteux sur le plan linguistique, en introduisant dans des syntagmes français des noms géographiques anglais, et contraires, dans bien des cas, à l'usage établi chez les francophones? Ne risquait-on pas aussi, en utilisant ces variantes françaises, de donner une reconnaissance *de facto* à des formes non officielles?

## Vers une politique de traitement linguistique de la toponymie franco-ontarienne

C'est pour répondre à ces questions et pour doter l'Ontario d'une politique d'aménagement linguistique de sa toponymie française que fut créé en 1988 un Groupe de travail interministériel sur le bilinguisme en toponymie (GTIBT), formé de représentants de plusieurs ministères dont celui des Affaires francophones, des Richesses naturelles, du Bureau du Procureur de la province, des Services gouvernementaux, des Affaires municipales, de l'Éducation, des Transports et de la Commission de toponymie. Placé sous notre direction, le GTIBT a élaboré une politique de traitement linguistique des toponymes d'origine française dans les textes et publications officielles de la province y compris les cartes, les textes de loi incorporant des noms géographiques, les publications du gouvernement ainsi que la signalisation routière. Ce protocole a été accepté par la Commission de toponymie de l'Ontario (CTO) en 1992 et sert depuis lors au traitement linguistique de la nomenclature géographique française de la province. Nous en avons fait une discussion élaborée ailleurs; il suffira ici d'en résumer les grandes lignes<sup>2</sup>.

Au coeur de cette politique se trouve le principe de l'univocité du nom géographique, confirmée lors de la première Conférence des Nations Unies sur la





normalisation des noms géographiques à Genève en 1967. Ce principe implique qu'il ne peut y avoir qu'un seul toponyme officiel pour une entité géographique donnée. En Ontario, la vaste majorité de la nomenclature officielle appartient à la tradition anglaise, mais on y trouve aussi un certain nombre de formes intégralement françaises comme **Lac des Chats**, **Pointe aux Pins**, **Chenal du Rocher Fendu** etc., ainsi que plusieurs formes hybrides anglo-françaises du type **Lake Talon** et une quantité appréciable de toponymes d'origine aborigène. En ce qui concerne les formes françaises, il existe en outre un nombre imposant de toponymes non officiels, en particulier dans les 22 régions désignées par la *Loi sur les services en langue française*, et qui sont d'usage commun et/ou courant dans la minorité franco-ontarienne. Le GTIBT devait donc composer avec une situation de pluralisme linguistique dans un vide administrativo-juridique relatif. Fort heureusement, la Conférence de Genève avait émis des directives précises pour le traitement de la toponymie dans les régions multilingues en recommandant que dans ce type d'environnement, l'on précise clairement le statut et la préséance des formes. C'est à la lumière de ces principes que le GTIBT a élaboré la politique adoptée par la CTO.

### Le concept de forme parallèle

Pour rendre compte de la réalité et de la vitalité toponymiques franco-ontariennes, la CTO a eu recours à un concept pouvant s'appliquer aux régions à prépondérance francophone, celui de la *forme parallèle officiellement reconnue*, i.e. dans la pratique, une forme de langue française, différente de la forme officielle anglaise ou autre et utilisée de façon courante par la population francophone. Ainsi, à côté de la désignation officielle **French River**, toponyme s'appliquant à un long cours d'eau reliant le lac Nipissing à la baie Georgienne, la Commission reconnaît comme forme parallèle *Rivière des Français*, celle-ci étant utilisée par la population française de la région. Il va sans dire que si une enquête devait démontrer que la forme officielle anglaise n'était plus en usage et que la forme française était reconnue par toute la population du milieu en question, la Commission serait appelée à accorder le statut de forme officielle à la forme française et non plus celui de forme parallèle. Tout comme les formes officielles, les formes parallèles reçoivent une sanction ministérielle et font partie de la nomenclature officielle de la province.

En cartographie, la préséance des formes s'établit de la façon suivante. En principe, seuls les

toponymes officiels peuvent être portés sur les cartes du gouvernement ontarien. Cependant, lorsqu'il existe une forme parallèle pour une entité donnée, celle-ci pourra aussi être portée sur la carte, entre parenthèses à côté de la forme officielle, à condition que l'échelle le permette. Ainsi trouve-t-on désormais sur la carte routière officielle de la province des formes parallèles bien connues chez les Franco-Ontariens comme **Lac Supérieur**, **Lac Huron**, **Lac Sainte-Claire**, **Lac des Bois**, **Lac à la Pluie** etc., à côté des formes officielles **Lake Superior**, **Lake Huron**, **Lake St. Clair**, **Lake of the Woods**, **Rainy Lake**<sup>3</sup>.

### Le concept de forme équivalente

En ce qui concerne les applications textuelles, la politique de la CTO repose sur les mêmes principes mais tient compte en plus du caractère linéaire du discours linguistique. Par exemple, il est prévu que dans les textes de langue française, les formes parallèles officiellement reconnues puissent remplacer les formes officielles. En outre, on pourra appliquer aux textes gouvernementaux de langue française les mêmes directives qui régissent la traduction et l'écriture de noms géographiques au Canada au niveau fédéral<sup>4</sup>. Par exemple, pour préserver l'intégrité du nom géographique, on doit maintenir la forme spécifique d'un toponyme mais on peut en traduire la partie générique. **Dudley Bay** pourra donc s'écrire *baie Dudley* dans un texte de langue française. Les formes ainsi obtenues par l'application de règles de traduction forment une dernière catégorie de toponymes, appelée *formes équivalentes*. Rappelons toutefois que là où l'usage franco-ontarien aura consacré une forme parallèle, celle-ci aura préséance sur toute forme traduite, puisqu'elle s'appuie sur un usage réel : **French River** sera rendu dans les textes par *rivière des Français* (forme parallèle) et non *rivière French* (forme équivalente). Les cartes unilingues françaises faisant partie de publications gouvernementales bilingues ainsi que les cartes préparées à l'usage exclusif de la population francophone suivent les mêmes règles. En termes de préséance, il importe de noter que, contrairement aux formes parallèles, les formes équivalentes ne font pas partie de la nomenclature toponymique officielle de la province.

Afin d'assister la communauté des traducteurs dans l'exécution de leurs travaux ainsi que les autres personnes intéressées par la toponymie ontarienne, toute la nomenclature géographique de la province, quelque 57 000 toponymes au total, a donc été traduite selon les règles fédérales





et a été publiée sous forme de glossaire<sup>5</sup>. Cet imposant ouvrage, unique en son genre au Canada, comprend toutes les formes officielles avec leurs formes équivalentes obtenues par traduction et, le cas échéant, les formes parallèles reconnues par la CTO. On y trouve en outre, pour chaque toponyme, la désignation d'entité ainsi que les coordonnées géographiques.

### Conclusion

En conjuguant les concepts de forme officielle, de forme parallèle et de forme équivalente, la CTO propose donc un modèle inédit d'aménagement linguistique qui, tout en faisant la promotion d'un groupe linguistique minoritaire, observe l'esprit et la lettre de la Conférence de Genève. En d'autres termes, ce protocole montre il n'y a pas d'incompatibilité entre univocité et pluralisme linguistique et que la coexistence, sur un territoire donné, de plusieurs désignations pour une seule et même entité ne présente pas de difficultés de gestion toponymique insurmontables. Ce modèle a d'ailleurs déjà retenu l'attention d'autres administrations aux prises avec des problèmes semblables d'aménagement linguistique en milieu multilingue, notamment le *Consiglio della Provincia Autonoma di Bolzano / Südtiroler Landtag* en Italie qui doit gérer une toponymie officielle de langue italienne dans un environnement à forte tradition germanique.

### Notes

1. M. André Lapierre, Département de linguistique, Université d'Ottawa; président, Comité consultatif de la recherche toponymique.
2. Lapierre, André (1994) : *Un modèle particulier d'aménagement linguistique: la planification toponymique en milieu minoritaire*, Actes du Colloque sur la problématique de l'aménagement linguistique; J. Dolbec (éd.), Québec, Office de la langue française / Université du Québec à Chicoutimi, p. 91-100.
3. Les formes **Lac Supérieur, Lac Huron, Lac Sainte-Claire, Lac des Bois et Lac à la Pluie** sont considérées comme des formes parallèles par l'Ontario mais sont aussi des formes officielles au niveau fédéral, faisant partie de la liste des noms d'intérêt pancanadien.
4. Gélinas-Surprenant, Hélène (1991) : «Uniformisation de l'écriture des noms géographiques au Canada», *Canoma* 17 (1), p. 1-13.
5. MNR/MRN (1995) : *Bilingual Glossary of Ontario's Geographical Names - Lexique bilingue des noms géographiques de l'Ontario*; Ministry of Natural Resources / Ministère des Richesses naturelles, Toronto, 2 vol.

### Publications of interest / Publications d'intérêt

Canadian Permanent on Geographical Names / Comité permanent canadien des noms géographiques (1999) : *Gazetteer of Canada: Manitoba / Répertoire toponymique du Canada : Manitoba*; Centre for Topographic Information, Natural Resources Canada and Land Information Branch, Manitoba Natural Resources / Centre d'information topographique, Ressources naturelles Canada et Division de l'information sur les terres, Ressources naturelles Manitoba; available from Canadian Government Publishing, TWGSC / en vente auprès des Éditions du gouvernement du Canada, TPSGC; phone / téléphone 819-956-4800; \$19.95 / 19,95 \$ [ISBN : 0-660-60786-7].

Brown, Ron (1999): *Ontario's Vanished Villages*; Polar Bear Press, Toronto, Ont.; 207 p.; \$19.95 [ISBN: 1-89675711-1].

Basque, Garnet (1999): *Ghost towns and mining camps of the Boundary Country*; Heritage House Publishing Company Ltd., Surrey, B.C.; 152 p.; \$22.95 [ISBN: 1-895811-82-1].

Paterson, T.W. and/et Basque, Garnet (1999): *Ghost towns and mining camps of Vancouver Island*; Heritage House Publishing Company Ltd., Surrey, B.C.; 104 p.; \$21.95 [ISBN: 1-895811-80-5]

## The Translation Bureau - A Partner of Long Standing /

## Le Bureau de la traduction - un partenaire de longue date



L. Baudouin-Tardif<sup>1</sup>

The Translation Bureau is pleased to acknowledge the 25<sup>th</sup> anniversary of *Canoma*, an excellent publication intended to promote toponymic information.

A member of the Canadian Permanent Committee on Geographical Names (CPCNG) since 1961, the Bureau, through its numerous activities, has made an invaluable contribution in helping to ensure the accuracy of geographical names in federal government texts. Over the years, the Bureau has not only assisted in developing the *List of Names of Pan-Canadian Significance* (1983), but has also been involved in drafting the *Glossary of Generic Terms in Canada's Geographical Names* (1987) and in preparing the rules for writing geographical names, which were published under the title *Standardizing the Writing of Geographical Names in Canada*, (1989).

Added to these accomplishments is the Bureau's contribution of a number of articles in *Terminology Update*, its language periodical, which deal with the most recent toponymic and linguistic issues.

Last, but not least, is the terminology information service which the Bureau has been operating for several years. Known as the SVP Telephone Information Service, it provides terminological information in response to the many research requests it receives on a daily basis. For instance, in 1998-1999, the Service's language professionals received some 1 700 requests on toponymy questions such as names of populated places or physical features, names of buildings, roads, bridges and historic sites. The research findings from these requests and from other terminological projects were then used to update TERMIUM®, the linguistic data bank of the Government of Canada.

Le Bureau de la traduction est heureux de souligner le 25<sup>e</sup> anniversaire de *Canoma*, outil par excellence de diffusion de l'information toponymique.

Membre du Comité permanent canadien des noms géographiques (CPCNG) depuis 1961, le Bureau contribue, par ses nombreuses activités, à assurer l'exactitude des noms géographiques dans les textes du gouvernement fédéral. Au fil des ans, il a non seulement collaboré à l'élaboration de la *Liste des noms d'intérêt pancanadien* (1983), mais il a aussi participé à la rédaction du *Glossaire des génériques en usage dans les noms géographiques au Canada* (1987) ainsi qu'à l'établissement des règles d'écriture intitulées *Uniformisation de l'écriture des noms géographiques au Canada* (1989).

Le Bureau publie en outre dans sa revue langagière, *L'Actualité terminologique*, des articles qui traitent des dernières nouveautés et des questions linguistiques en matière de toponymie.

Enfin, le Bureau répond quotidiennement, depuis plusieurs années, aux nombreuses demandes de renseignements linguistiques et terminologiques qui lui sont adressées par le biais du Service de consultation téléphonique SVP. Par exemple, en 1998-1999, les langagiers de ce Service ont reçu quelque 1 700 demandes reliées à la toponymie : noms de lieux habités ou d'entités, noms d'édifices, de voies de circulation, de ponts, de lieux historiques, etc. Le fruit des recherches occasionnées par ces demandes ainsi que bien d'autres travaux terminologiques sont versés dans TERMIUM®, la banque de données linguistiques du gouvernement du Canada.





The SVP Service can be reached by telephone at (819) 997-4363 or by fax at (819) 953-6793.

TERMIUM® can be accessed on the Internet at the following address:

<<http://termiumpius.translationbureau.gc.ca>>

A CD-ROM version can be ordered by telephone at 1-800-TERMIUM.

#### Note

1. L. Baudouin-Tardif, terminologist, Translation Bureau; member, Advisory Committee on Nomenclature and Delineation, Advisory Committee on Names for Undersea and Maritime Features.

Le Service SVP peut être joint par téléphone au (819) 997-4363 ou par télécopieur au (819) 953-6793.

TERMIUM® est maintenant accessible sur Internet à l'adresse suivante :

<<http://termiumpius.bureaudelatraduction.gc.ca>>

Il peut également être commandé en version CD-ROM par téléphone au numéro 1-800-TERMIUM.

#### Note

1. L. Baudouin-Tardif, terminologue, Bureau de la traduction; membre, Comité consultatif de la nomenclature et de la délimitation et Comité consultatif des noms d'entités sous-marines et marines.



## Corrections

In "Recent municipal changes in Canada" (Canoma 24 (1), July 1998), several gremlins crept into the text of the Newfoundland changes (p. 28) and the Ontario changes (pp. 28-35).

The Newfoundland Towns listed between St. Joseph's and Sandy Cove appear to be one entity instead of six separate entities. The commas should be replaced with semicolons. Middle Bay, Green Arm, however, is correct as shown.

All former cities, towns, and villages in Ontario will be retained in the CGNDB as Communities while all former police villages will be retained as Localities.

Under **Metropolitan Toronto (former)**, the city of York was mislabelled as East York. The new city of Toronto was actually created by the amalgamation of the Borough of East York and the Cities of Etobicoke, North York, Toronto, Scarborough, and York.

## Corrections

Dans les « Changements municipaux récents au Canada » (Canoma 24 (1), juillet 1998), quelques petites erreurs se glissèrent dans le texte concernant les changements à Terre-Neuve (p. 28) et en Ontario (p. 28-35).

Les villes de Terre-Neuve entre St. Joseph's et Sandy Cove donnent l'impression d'être une seule entité au lieu de six différentes entités. Les virgules devraient être, en fait, des points-virgules. Par contre, Middle Bay et Green Arm sont bien indiqués dans le texte.

Toutes les anciennes appellations « grandes villes, villes et villages » en Ontario seront retenues dans la BDTC comme communautés tandis que les anciens villages sous la gouverne de syndicats seront retenus comme localités.

Sous l'entrée **Toronto métropolitain (anciennement)**, la ville de York fut malencontreusement remplacée par East York. La nouvelle grande ville de Toronto fut en fait créée suite à la fusion du bourg d'East York et des grandes villes d'Etobicoke, de North York, de Toronto, de Scarborough et de York.

# Toponymic resources for your research projects

*Helen Kerfoot!*

Who named Mount Logan? Who was Vanderhoof? When was Frobisher Bay officially changed to Iqaluit? Where are Elbow and Eyebrow? Whether you are writing an article, researching a book, documenting your genealogy, or working on projects, these and many other types of questions arise in tracking down the history behind the names of our towns and villages, and our geographical features. Where should you turn to find the answers?

Those familiar with the GeoNames web site <<http://geonames.nrcan.gc.ca>> at Natural Resources Canada have found a good starting point. But behind the material on the web is a wealth of published and unpublished resources maintained since 1897, for the Canadian Permanent Committee on Geographical Names (CPCGN) and its predecessors, the Geographic Board of Canada and the Canadian Board on Geographical Names. Access to these resources on Booth Street in Ottawa can be arranged through the Secretariat of the CPCGN (phone: 613-992-3892) during regular office hours. (Office staff are not themselves able to undertake your research projects, but they can provide useful guidance to help you use the available office resources.)

In the early 1980s, the information on thousands of name record cards formed the basis for creating the Canadian Geographical Names Data Base (CGNDB). Some 500 000 name records are now contained in the data base; about two-thirds are currently official, the remainder are formerly official names and other recorded unofficial names. In addition to the names and their locational information available through daily updates on the web site, the CGNDB contains other data fields, including raw (un-edited) material on the historical origins of many names. Most individuals undertaking in-depth research will need to dig deeper ....

... perhaps working through some of the following resources, you will be able to unravel your toponymic problems:

- Several thousand files store chronological records of correspondence, names lists and

decisions, and map information spanning many decades. Files are maintained according to the National Topographic System (NTS) at scales of 1:50 000 and 1:250 000. However, much of the older material is found in the files of the earlier, smaller scale maps, particularly at 1:500 000 and 1:1M. Additional files include those for Canadian Hydrographic Service charts, National Parks, and some Department of National Defence MCE maps.

- Before the NTS filing system came into existence, the Old Board Files (OBF), a numerical system, were used to keep documentation of the Geographic Board of Canada (GBC). In the CPCGN Secretariat these files can be consulted on microfiche; the originals are in the National Archives (included in RG 21 of the Government Archives Division). A listing gives a very brief overview of the contents of each file. Also a set of cards indicates how some of these files were converted to the newer NTS filing system.
- During the 80+ years of this century that records were kept manually, several different sets of name record cards were developed and can be consulted, for example:
  - handwritten cards with detailed information on individual name decisions, created for the publication of the GBC 18th Report in 1924
  - "general cards" with background notes on various names across Canada, mostly dating from the first half of the century
  - a few hundred typed reference cards (likely 50 or more years old), arranged alphabetically for the whole of Canada, providing cross-references between former and current names; many older names are sourced from historical maps
  - a comprehensive set of name record cards, filed on a provincial/territorial basis, and maintained into the 1980s when the data base became fully functional





- three boxes of cards for undersea feature names, many with historical name origin information
- Records of the meetings of the Board / Committee from 1898 to the present day are also available; since the 1960s the minutes have not included decisions on individual names.
- Early in the century (c. 1905) the Chief Geographer, James White, contacted postmasters across Canada enquiring about the name origins of their communities. Responses for Manitoba, Saskatchewan, Alberta, and much of British Columbia are boxed by province; Eastern Canadian and some BC responses are incorporated with correspondence on NTS files.
- Publications of the national names authority are quite numerous and maintained as part of the Secretariat's reference collection. To note just a few:
  - nineteen reports, and later supplements of the GBC including naming principles and names, often with their origins, as approved by the Board from 1898 to 1930
  - place name publications on Quebec and NWT (1910), Alberta (1928), Manitoba (1933), PEI (1973), and New Brunswick (1975), as well as on the Thousand Islands (1910) and Canadian City Names, "Anticosti Island", and "Magdalen Islands" (all 1922)
  - gazetteers of Canada and the individual provinces and territories
  - *Canoma*: a twice yearly newsletter on Canadian toponymy, published by the CPCGN Secretariat on a continuous basis since 1975
  - principles and procedures of the board (of various dates)
  - a field guide (1992) and a bibliography (1997) of Aboriginal toponymy
- In addition, the Secretariat's reference library collection contains publications of provincial and territorial names authorities, and other items of general toponymic interest.

Anyone researching information about World War II will find useful cards on features named for war casualties and can also consult the CGNDB for basic service data on individual service men and women in Canadian regiments in WWII.

Whether you are seeking genealogical information or checking out details of a local area, these materials in Ottawa provide considerable published and unpublished historical information for your research. Not to be forgotten too are the various holdings of the provincial and territorial offices of CPCGN members. Further details on these "CPCGN research tools" are available from the Secretariat.

Good luck with your research!

*[Sets of the publication "Canoma" and "Aboriginal geographical names of Canada: an annotated bibliography" can be purchased from the Secretariat; microfiche of Old Board Files, James White letters and NTS file material can be purchased from Micromedia in Toronto.]*

#### **Note**

- 1 H. Kerfoot, scientist emeritus, Natural Resources Canada, Ottawa.



# Recent municipal changes in Canada

## Changements municipaux récents au Canada

Kathleen O'Brien<sup>1</sup>



### Alberta

**Alberta Beach** was changed on 1 January 1999 from Summer Village to Village by OC 490/98.

**Edmonton Beach** (SummerVillage) changed its name to **Spring Lake** (Village) by OC 517/98 on 1 January 1999.

The **Municipal District of Woodlands No. 15** was changed to **Woodlands County** (Municipal District) by OC 544/98 on 1 January 1999.

### Ontario

**Note:** Ontario municipal changes are listed by the County or District in which they are located. Some places listed below have retained the name of the most important (but not necessarily the biggest) entity when creating the new entity. Some have retained the same status (e.g., Municipal Township) while others acquired a new one, such as Municipality or Town.

### Algoma District

**Huron Shores** (Municipal Township) was created on 1 January 1999 by the amalgamation of **Iron Bridge** (Village), the Municipal Townships of **Thessalon**, **Thompson**, and **Day and Bright Additional**, and parts of the Geographic Townships of **Bright** and **Gladstone**. Iron Bridge will be retained in the CGNDB as a Community.

### Brant County

**Brant-on-the-Grand** (City) was created by the amalgamation of **Paris** (Town) and the Municipal Townships of **Brantford**, **Burford**, **Oakland**, **Onondaga**, and **South Dumfries** on 1 January 1999. Brant-on-the-Grand (City) was changed to **County of Brant** (City) on 26 January 1999. Paris will be retained in the CGNDB as a Community.

The **County of Brant** was dissolved on 1 January 1999.

### Alberta

Le 1<sup>er</sup> janvier 1999, le statut d'**Alberta Beach** changea de village estival à village selon le décret OC 490/98.

Le 1<sup>er</sup> janvier 1999, **Edmonton Beach** (village estival) changea son nom pour celui de **Spring Lake** (village) selon le décret OC 517/98.

Le 1<sup>er</sup> janvier 1999, le **Municipal District of Woodlands No. 15** changea son nom pour celui de **Woodlands County** (district municipal) selon le décret OC 544/98.

### Ontario

**À noter :** Les changements municipaux de l'Ontario sont donnés selon le comté ou le district d'appartenance. Quelques lieux donnés en suite ont retenu le nom de l'entité la plus importante (et non nécessairement la plus grande) lorsque la nouvelle entité fut créée. Quelques-uns ont conservé le même statut (p. ex. canton municipal) tandis que d'autres ont reçu une nouvelle désignation telle que municipalité ou ville.

### District d'Algoma

**Huron Shores** (canton municipal) fut créé, le 1<sup>er</sup> janvier 1999, suite à la fusion d'**Iron Bridge** (village), des cantons municipaux de **Thessalon**, **Thompson** and **Day and Bright Additional** et de parties des cantons géographiques de **Bright** et de **Gladstone**. Iron Bridge sera retenu comme communauté dans la BDTC.

### Comté de Brant

Le 1<sup>er</sup> janvier 1999, **Brant-on-the-Grand** (grande ville) fut créée suite à la fusion de **Paris** (ville) et des cantons municipaux de **Brantford**, **Burford**, **Oakland**, **Onondaga** et **South Dumfries**. Brant-on-the-Grand (grande ville) changea son nom pour celui de **County of Brant** (grande ville), le 26 janvier 1999. Paris sera retenu comme communauté dans la BDTC.

**County of Brant** fut dissous le 1<sup>er</sup> janvier 1999.



**Scotland** (Police Village) was dissolved on 1 January 1999. It will be retained in the CGNDB as a Locality.

### **Bruce County**

**Wiarion** (Town), **Hepworth** (Village), and the Municipal Townships of **Albemarle** and **Amabel** amalgamated as **South Bruce Peninsula** (Town) on 1 January 1999. Wiarion and Hepworth will be retained in the CGNDB as Communities.

**Arran-Elderslie** (Municipal Township) was created when **Chesley** (Town), the Villages of **Paisley** and **Tara**, and the Municipal Townships of **Arran** and **Elderslie** amalgamated on 1 January 1999. Chesley, Paisley, and Tara will be retained in the CGNDB as Communities.

**Walkerton** (Town) and the Municipal Townships of **Brant** and **Greenock** amalgamated as **Brockton** (Municipal Township) on 1 January 1999. Walkerton will be retained in the CGNDB as a Community.

**Lion's Head** (Village) and the Municipal Townships of **Eastnor**, **Lindsay**, and **St. Edmunds** amalgamated on 1 January 1999 as **Northern Bruce Peninsula** (Municipal Township). Lion's Head will be retained in the CGNDB as a Community.

**Huron-Kinloss** (Municipal Township) was created by the amalgamation of **Lucknow** (Village) with the Municipal Townships of **Huron** and **Kinloss**. Lucknow will be retained in the CGNDB as a Community.

**Kincardine** (Town) amalgamated with the Municipal Townships of **Bruce** and **Kincardine** as **Kincardine-Bruce-Tiverton** (Municipal Township) on 1 January 1999. Kincardine will be retained in the CGNDB as a Community.

**South Bruce** (Municipal Township) was created by the amalgamation of the Municipal Townships of **Mildmay-Carrick** and **Teeswater-Culross** on 1 January 1999.

The Towns of **Port Elgin** and **Southampton** and the Municipal Township of **Saugeen** amalgamated as **Saugeen Shores** (Town) on 1 January 1999. Port Elgin and Southampton will be retained in the CGNDB as Communities.

### **Essex County**

The Towns of **Essex** and **Harrow** amalgamated

**Scotland** (village sous la gouverne de syndics) fut dissous le 1<sup>er</sup> janvier 1999. Il sera retenu comme localité dans la BDTC.

### **Comté de Bruce**

**Wiarion** (ville), **Hepworth** (village) et les cantons municipaux d'**Albemarle** et d'**Amabel** se fusionnèrent pour former **South Bruce Peninsula** (ville), le 1<sup>er</sup> janvier 1999. Wiarion et Hepworth seront retenus comme communautés dans la BDTC.

**Arran-Elderslie** (canton municipal) fut créé lorsque **Chesley** (ville), les villages de **Paisley** et **Tara** et les cantons municipaux d'**Arran** et d'**Elderslie** se fusionnèrent, le 1<sup>er</sup> janvier 1999. Chesley, Paisley et Tara seront retenus comme communautés dans la BDTC.

**Walkerton** (ville) et les cantons municipaux de **Brant** et **Greenock** se fusionnèrent sous le nom de **Brockton** (canton municipal), le 1<sup>er</sup> janvier 1999. Walkerton sera retenu comme communauté dans la BDTC.

**Lion's Head** (village) et les cantons municipaux d'**Eastnor**, **Lindsay** et **St. Edmunds** se fusionnèrent, le 1<sup>er</sup> janvier 1999, sous le nom de **Northern Bruce Peninsula** (canton municipal). Lion's Head sera retenu comme communauté dans la BDTC.

**Huron-Kinloss** (canton municipal) fut créé suite à la fusion de **Lucknow** (village) avec les cantons municipaux de **Huron** et **Kinloss**. Lucknow sera retenu comme communauté dans la BDTC.

**Kincardine** (ville) se fusionna avec les cantons municipaux de **Bruce** et **Kincardine** pour former **Kincardine-Bruce-Tiverton** (canton municipal), le 1<sup>er</sup> janvier 1999. Kincardine sera retenu comme communauté dans la BDTC.

**South Bruce** (canton municipal) fut créé suite à la fusion des cantons municipaux de **Mildmay-Carrick** et **Teeswater-Culross**, le 1<sup>er</sup> janvier 1999.

Les villes de **Port Elgin** et **Southampton** et le canton municipal de **Saugeen** se fusionnèrent pour former **Saugeen Shores** (ville), le 1<sup>er</sup> janvier 1999. Port Elgin et Southampton seront retenus comme communautés dans la BDTC.

### **Comté d'Essex**

Les villes d'**Essex** et d'**Harrow** se fusionnèrent

with the Municipal Townships of **Colchester North** and **Colchester South** as **Essex** (Town) on 1 January 1999. Harrow will be retained in the CGNDB as a Community.

The Police Village of **Comber** was dissolved 1 January 1999. It will be retained in the CGNDB as a Locality.

**Kingsville** (Town) amalgamated on 1 January 1999 with the Municipal Townships of **Gosfield North** and **Gosfield South** as **Kingsville** (Town).

The Municipal Townships of **Lakeshore**, **Rochester**, **Tilbury North**, and **Tilbury West** amalgamated as **Lakeshore** (Town) on 1 January 1999.

**Leamington** (Town) amalgamated with **Mersea** (Municipal Township) as **Leamington** (Municipality) on 1 January 1999.

**Tecumseh** (Town) amalgamated with **St. Clair Beach** (Village) and **Sandwich South** (Municipal Township) as **Tecumseh** (Town) on 1 January 1999.

#### **Hastings County**

**Bancroft** (Town) amalgamated with **Dungannon** (Municipal Township) as **Bancroft** (Town) on 1 January 1999.

#### **Middlesex County**

**Lucan** (Village) amalgamated with **Biddulph** (Municipal Township) as **Lucan Biddulph** (Municipal Township) on 1 January 1999. Lucan will be retained in the CGNDB as a Community.

**Granton** (Police Village) was dissolved on 1 January 1999. It will be retained in the CGNDB as a Locality.

#### **Nipissing District**

The Towns of **Cache Bay** and **Sturgeon Falls**, the Municipal Townships of **Caldwell**, **Field**, and **Springer**, the Geographic Townships of **Badgerow**, **Bastedo**, **Beaucage**, **Bertram**, **Crerar**, **Dana**, **Falconer**, **Fell**, **Gibbons**, **Grant**, **Hugel**, **Kirkpatrick**, **Latchfore**, **Loudon**, **MacPherson**, **McWilliams**, and **Pedley**, and part of the Geographic Township of **Janes** amalgamated on 1 January 1999 as **West Nipissing** (Town) in English and **Nipissing Ouest** (Ville) in French. **Cache Bay** and **Sturgeon Falls** will be retained in the CGNDB as Communities.

avec les cantons municipaux de **Colchester North** et **Colchester South** pour former **Essex** (ville), le 1<sup>er</sup> janvier 1999. Harrow sera retenu comme communauté dans la BDTC.

Le village sous la gouverne de syndics de **Comber** fut dissous le 1<sup>er</sup> janvier 1999. Il sera retenu comme localité dans la BDTC.

**Kingsville** (ville) se fusionna avec les cantons municipaux de **Gosfield North** et **Gosfield South** pour former **Kingsville** (ville), le 1<sup>er</sup> janvier 1999.

Les cantons municipaux de **Lakeshore**, **Rochester**, **Tilbury North** et **Tilbury West** se fusionnèrent pour former **Lakeshore** (ville), le 1<sup>er</sup> janvier 1999.

**Leamington** (ville) se fusionna avec **Mersea** (canton municipal) pour former **Leamington** (municipalité), le 1<sup>er</sup> janvier 1999.

**Tecumseh** (ville) se fusionna avec **St. Clair Beach** (village) et **Sandwich South** (canton municipal) pour former **Tecumseh** (ville) le 1<sup>er</sup> janvier 1999.

#### **Comté d'Hastings**

**Bancroft** (ville) se fusionna avec **Dungannon** (canton municipal) pour former **Bancroft** (ville), le 1<sup>er</sup> janvier 1999.

#### **Comté de Middlesex**

**Lucan** (village) se fusionna avec **Biddulph** (canton municipal) pour former **Lucan Biddulph** (canton municipal), le 1<sup>er</sup> janvier 1999. Lucan sera retenu comme municipalité dans la BDTC.

**Granton** (village sous la gouverne de syndics) fut dissous le 1<sup>er</sup> janvier 1999. Il sera retenu comme localité dans la BDTC

#### **District de Nipissing**

Les villes de **Cache Bay** et **Sturgeon Falls**, les cantons municipaux de **Caldwell**, **Field** et **Springer**, les cantons géographiques de **Badgerow**, **Bastedo**, **Beaucage**, **Bertram**, **Crerar**, **Dana**, **Falconer**, **Fell**, **Gibbons**, **Grant**, **Hugel**, **Kirkpatrick**, **Latchfore**, **Loudon**, **MacPherson**, **McWilliams** et **Pedley**, et une partie du canton géographique de **Janes** se fusionnèrent, le 1<sup>er</sup> janvier 1999, pour former **West Nipissing** (ville) en anglais et **Nipissing Ouest** (ville) en français. **Cache Bay** et **Sturgeon Falls** seront retenus comme communautés dans la BDTC.







### **Renfrew County**

The Municipal Townships of **Brudenell** and **Lyndoch** and **Raglan** amalgamated as **Brudenell, Lyndoch and Raglan** (Municipal Township) on 1 January 1999.

**North Algona and Wilberforce** (Municipal Townships) amalgamated on 1 January 1999 as **North Algona Wilberforce** (Municipal Township).

### **Sudbury District**

The Municipal Township of **Cosby, Mason and Martland** amalgamated with the Geographic Townships of **Delamere, Hoskin, and Scollard**, and parts of the Geographic Townships of **Bigwood, Cherriman, and Haddo** on 1 January 1999 as **French River** (Town) in English and **Rivière des Français** (Ville) in French.

**Killarney** (Town) was created on 1 January 1999 by the amalgamation of the Municipal Township of **Rutherford and George Island** with the Geographic Townships of **Allen, Atlee, Goschen, Hansen, Killarney, Kilpatrick, Sale, Struthers, and Travers** with parts of the Geographic Townships of **Bigwood, Carlyle, Humboldt, and Mowat**, and some additional lands from Parry Sound District.

The Municipal Townships of **Hagar and Ratter and Dunnet** amalgamated with the Geographic Township of **Awrey** and parts of the Geographic Townships of **Hawley, Henry, Loughrin, and Street** on 1 January 1999 to create **Markstay-Warren** (Town).

**St.-Charles** (Town) was created on 1 January 1999 by the amalgamation of **Casimir, Jennings and Appleby** (Municipal Townships) with parts of **Cherriman and Haddo** (Geographic Townships).

### **Thunder Bay District**

**Neebing** (Municipality) amalgamated with the Geographic Townships of **Pearson and Scobie** on 1 January 1999 and retained its name and status.

### **Wellington County**

**Centre Wellington** (Municipal Township) was created on 1 January 1999 by the amalgamation of **Fergus** (Town), **Elora** (Village), and **Pilkington, Nichol, and West Garafraxa** (Municipal Townships). **Fergus** and **Elora** will be retained in the CGNDB as Communities.

### **Comté de Renfrew**

Les cantons municipaux de **Brudenell et Lyndoch et Raglan** se fusionnèrent pour former **Brudenell, Lyndoch and Raglan** (canton municipal), le 1<sup>er</sup> janvier 1999.

**North Algona et Wilberforce** (cantons municipaux) se fusionnèrent pour former **North Algona Wilberforce** (canton municipal), le 1<sup>er</sup> janvier 1999.

### **District de Sudbury**

Le canton municipal de **Cosby, Mason et Martland** se fusionnèrent avec les cantons géographiques de **Delamere, Hoskin et Scollard**, et des parties des cantons géographiques de **Bigwood, Cherriman et Haddo**, le 1<sup>er</sup> janvier 1999, pour former **French River** (ville) en anglais et **Rivière des Français** (ville) en français.

**Killarney** (ville) fut créée, le 1<sup>er</sup> janvier 1999, suite à la fusion du canton municipal de **Rutherford and George Island** avec les cantons géographiques d'**Allen, Atlee, Goschen, Hansen, Killarney, Kilpatrick, Sale, Struthers et Travers** avec des parties des cantons géographiques de **Bigwood, Carlyle, Humboldt et Mowat**, et quelques parties de territoire du district de Parry Sound.

Les cantons municipaux d'**Hagar et Ratter et Dunnet** se fusionnèrent avec le canton géographique d'**Awrey** et des parties des cantons géographiques d'**Hawley, Henry, Loughrin et Street** pour former **Markstay-Warren** (ville), le 1<sup>er</sup> janvier 1999.

**St.-Charles** (ville) fut créée suite à la fusion des cantons municipaux de **Casimir, Jennings and Appleby** avec des parties des cantons géographiques de **Cherriman et Haddo**, le 1<sup>er</sup> janvier 1999.

### **District de Thunder Bay**

**Neebing** (municipalité) se fusionna avec les cantons géographiques de **Pearson et Scobie** et retint son nom et son statut, le 1<sup>er</sup> janvier 1999.

### **Comté de Wellington**

**Centre Wellington** (canton municipal) fut créé, le 1<sup>er</sup> janvier 1999, suite à la fusion de **Fergus** (ville), **Elora** (village) et **Pilkington, Nichol et West Garafraxa** (cantons municipaux). **Fergus** et **Elora** seront retenus comme communautés dans la BDTC.

On 1 January 1999, parts of the Municipal Townships of **Pilkington** and **Nichol** were annexed to **Guelph** (Municipal Township) and part of **Puslinch** (Municipal Township) was annexed to **Eramosa** (Municipal Township). The same day, after the annexations, the Municipal Townships of **Guelph** and **Eramosa** amalgamated as **Guelph/Eramosa** (Municipal Township).

Parts of the Municipal Townships of **Pilkington** and **Nichol** were annexed to **Mapleton** (Municipal Township) on 1 January 1999. On the same day, after the annexations, the Municipal Townships of **Mapleton** and **Maryborough** amalgamated as **Mapleton** (Municipal Township).

**Minto** (Town) was created by the amalgamation on 1 January 1999 of **Harriston** and **Palmerston** (Towns), **Clifford** (Village), and **Minto** (Municipal Township). **Harriston**, **Palmerston**, and **Clifford** will be retained in the CGNDB as Communities.

**Mount Forest/Arthur/West Luther/Arthur** (Municipal Township) was created on 1 January 1999 by the amalgamation of **Mount Forest** (Town), **Arthur** (Village), and **West Luther and Arthur** (Municipal Townships). **Mount Forest/Arthur/West Luther/Arthur** (Municipal Township) changed its name to **Wellington North** (Municipal Township) on 31 March 1999. **Mount Forest** and **Arthur** (the former village) will be retained in the CGNDB as Communities.

### Saskatchewan

**Prairie No. 408** (Rural Municipality) was disorganized by Minister's Order on 1 January 1999 and became part of **Buffalo No. 409** (Rural Municipality) and **Battle River No. 438** (Rural Municipality).

**Grasswood** (Organized Hamlet) was changed to a Hamlet by Minister's Order 1 January 1999.

**Riverside Estates** (Organized Hamlet) changed to a Hamlet by Minister's Order 1 January 1999.

### Note

1. Kathleen O'Brien, CPCGN Secretariat / Secrétariat du CPCNG

Le 1<sup>er</sup> janvier 1999, des parties des cantons municipaux de **Pilkington** et **Nichol** furent annexées au canton municipal de **Guelph**, et une partie du canton municipal de **Puslinch** fut annexée au canton municipal d'**Eramosa**. Le même jour, suite aux fusions, les cantons municipaux de **Guelph** et **Eramosa** se fusionnèrent pour former **Guelph/Eramosa** (canton municipal).

Des parties des cantons municipaux de **Pilkington** et **Nichol** furent annexées au canton municipal de **Mapleton**, le 1<sup>er</sup> janvier 1999. Le même jour, après les fusions, les cantons municipaux de **Mapleton** et **Maryborough** se fusionnèrent pour former le canton municipal de **Mapleton**.

**Minto** (ville) fut créée suite à la fusion d'**Harriston** et **Palmerston** (villes), **Clifford** (village) et **Minto** (canton municipal), le 1<sup>er</sup> janvier 1999. **Harriston**, **Palmerston** et **Clifford** seront retenus comme communautés dans la BDTC.

**Mount Forest/Arthur/West Luther/Arthur** (canton municipal) fut créé, le 1<sup>er</sup> janvier 1999, suite à la fusion de **Mount Forest** (ville), **Arthur** (village) et **West Luther et Arthur** (cantons municipaux). **Mount Forest/Arthur/West Luther/Arthur** (canton municipal) changea son nom pour celui de **Wellington North** (canton municipal), le 31 mars 1999. **Mount Forest** et **Arthur** (l'ancien village) seront retenus comme communautés dans la BDTC.

### Saskatchewan

**Prairie No. 408** (municipalité rurale) fut dissoute selon un décret ministériel, le 1<sup>er</sup> janvier 1999, et devint partie de **Buffalo No. 409** (municipalité rurale) et **Battle River No. 438** (municipalité rurale).

**Grasswood** (hameau organisé) fut changé à un hameau selon un décret ministériel, le 1<sup>er</sup> janvier 1999.

**Riverside Estates** (hameau organisé) fut changé à un hameau selon un décret ministériel, le 1<sup>er</sup> janvier 1999.





# Changes to Quebec's municipalities - 1 January 1998 to 31 December 1998

## Modifications - municipalités du Québec - 1<sup>er</sup> janvier 1998 au 31 décembre 1998

Jocelyne Revie<sup>1</sup>

Based on / tiré du *Rapport sur les modifications de l'organisation territoriale municipale, avril 1999*

**Table 1: Modifications to municipality names /  
Tableau 1 : Modifications aux noms des municipalités**

Old / ancien	*	New / nouveau	*	Municipalité régionale de comté ou communauté urbaine
Boucher	M	Trois-Rives	M	Mékinac
La Minerve	CT	La Minerve	M	Les Laurentides
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	P	Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	M	Vaudreuil-Soulanges
Sainte-Julienne	P	Sainte-Julienne	M	Montcalm
Sainte-Marthe-du-Cap	M	Sainte-Marthe-du-Cap	V	Francheville
Saint-Étienne-de-Beaumont	P	Beaumont	M	Bellechasse
Saint-Gabriel	M	Saint-Gabriel-de-Rimouski	M	La Mitis
Saint-Joseph-de-Cléricky	M	Cléricky	M	Rouyn-Noranda
Saint-Laurent	P	Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	M	L'Île-d'Orléans
Saint-Mathieu	P	Saint-Mathieu-du-Parc	M	Le Centre-de-la-Mauricie
Saint-Paul-du-Nord - Sault-au-Mouton	M	Longue-Rive	M	La Haute-Côte-Nord
Saint-Roch-de-Richelieu	P	Saint-Roch-de-Richelieu	M	Le Bas-Richelieu

**Table 2: Modifications to municipal structures / Tableau 2 : Modifications aux structures des municipalités**

Old / ancien	*	New / nouveau	*	Municipalité régionale de comté ou communauté urbaine
Beauceville	V	Beauceville	V	Robert-Cliche
Saint-François-de-Beauce	M			
Saint-François-Ouest	M			
Bromptonville	V	Bromptonville	V	La Région-Sherbrookoise
Brompton	CT			
Coaticook	V	Coaticook	V	Coaticook
Barnston	CT			
Barford	CT			
Fortierville	VL	Fortierville	M	Bécancour
Sainte-Philomène-de-Fortierville	P			
Inverness	CT	Inverness	M	L'Érable



Inverness	VL			
L'Isle-aux-Allumettes	CT	L'Isle-aux-Allumettes	M	Pontiac
L'Isle-aux-Allumettes-Partie-Est	CT			
Chapeau	VL			
Rawdon	CT	Rawdon	M	Matawinie
Rawdon	VL			
Risborough	M	Saint-Ludger	M	Le Granit
Gayhurst-Partie-Sud-Est	CT			
Saint-Ludger	VL			
Rivière-du-Loup	V	Rivière-du-Loup	V	Rivière-du-Loup
Saint-Patrice-de-la	P			
Rivière-du-Loup				
Saint-Anselme	VL	Saint-Anselme	M	Bellechasse
Saint-Anselme	P			
Saint-Cuthbert	P	Saint-Cuthbert	M	D'Autray
Saint-Viateur	P			
Sainte-Agathe-des-Monts	V	Sainte-Agathe-des-Monts	V	Les Laurentides
Sainte-Agathe-Sud	VL			
Sainte-Tite	V	Sainte-Tite	V	Mékinac
Sainte-Tite	P			
Saint-Jacques	VL	Saint-Jacques	M	Montcalm
Saint-Jacques	P			
Shawinigan	V	Shawinigan	V	Le Centre-de-la-Mauricie
Baie-de-Shawinigan	VL			
Upton	VL	Upton	M	Acton
Saint-Ephrem-d'Upton	P			

\* Designations / Désignations: P = Municipalité de paroisse; M = municipalité; V = ville;  
 VL = municipalité de village; CT = municipalité de canton;  
 CU = municipalité de cantons unis

**Note**

1. Jocelyne Revie, CPCGN Secretariat/Secrétariat du CPCNG





## Members of the CPCGN and its advisory committees Membres du CPCNG et ses comités consultatifs

### CPCGN / CPCNG

G. Jacob, Chair/Présidente  
M.D. Everell, Natural Resources Canada / Ressources naturelles Canada  
F. Faucher, Centre for Topographic Information / Centre d'information topographique  
M. Graham, National Defence/Défense nationale  
A.D. O'Connor, Canadian Hydrographic Service / Service hydrographique du Canada  
R. Eyahpaïse, Indian and Northern Affairs / Affaires indiennes et du Nord canadien  
D. Monnet, Translation Bureau / Bureau de la traduction  
L. McDonald, National Archives / Archives nationales  
M. Cullen, Parks Canada / Parcs Canada  
T. Davis, Statistics Canada / Statistique Canada  
L.-A. Stanton, Canada Post / Postes Canada  
A. Okulitch, Geological Survey of Canada / Commission géologique du Canada  
A. Lapierre, University of Ottawa / Université d'Ottawa  
R. Pitblado, Laurentian University / Université Laurentienne  
J. Hunston, Yukon Territory / Territoire du Yukon  
R. Freeman, Northwest Territories / Territoires du Nord-Ouest  
G. Sawayama, British Columbia / Colombie-Britannique  
L. Hurt, Alberta  
J. Turnbull, Saskatchewan  
G. Holm, Manitoba  
B. Maloney, Ontario  
N. René, Quebec / Québec  
M. McKendy, New Brunswick / Nouveau-Brunswick  
K. AuCoin, Nova Scotia / Nouvelle-Écosse  
J. Ramsay, Prince Edward Island / Île-du-Prince-Édouard  
N. MacNaughton, Newfoundland / Terre-Neuve

### Canadian Digital Toponymic Services / Services canadiens de données toponymiques numériques

R. Pitblado, Chairman, ACCDTS / CCSCDTN  
G. Welch, Ottawa University / Université d'Ottawa  
J. Ball, Ontario  
G. Holm, Manitoba  
D. Brown, National Archives / Archives nationales  
J. Mason, British Columbia / Colombie-Britannique  
R. Freeman, Northwest Territories / Territoires du Nord-Ouest  
M. Aubrey, Alberta  
A. Vallières, Quebec / Québec  
N. MacNaughton, Newfoundland / Terre-Neuve

### Nomenclature and Delineation / Nomenclature et délimitation

A. Okulitch, Chairman, ACND / Président, CCND  
J. Hunston, Yukon Territory / Territoire du Yukon  
R. Freeman, Northwest Territories / Territoires du Nord-Ouest  
J. Mason, British Columbia / Colombie-Britannique  
B. Maloney, Ontario  
L. Baudouin-Tardif, Translation Bureau / Bureau de la traduction  
P. Goldring, Parks Canada / Parcs Canada  
G. Handcock, Newfoundland / Terre-Neuve  
M. Fourcaudot, Quebec / Québec  
C. McEwen, Statistics Canada / Statistique Canada  
G. Holm, Manitoba

### Toponymy Research / Recherche toponymique

A. Lapierre, Chairman, ACTR / Président, CCRT  
J. Hunston, Yukon Territory / Territoire du Yukon  
R. Freeman, Northwest Territories / Territoires du Nord-Ouest  
B. Kidd, National Archives / Archives nationales  
C. Bonnelly, Quebec / Québec  
G. Holm, Manitoba  
B. Maloney, Ontario  
G. Handcock, Newfoundland / Terre-Neuve  
J. Mason, British Columbia / Colombie-Britannique  
P. Goldring, Parks Canada / Parcs Canada

### Names for undersea and maritime features / Noms d'entités sous-marines et marines

A.D. O'Connor, Chairman, ACNUMF / Président, CCNESMM  
S. Acheson, Canadian Hydrographic Service / Service hydrographique du Canada  
R. Freeman, Northwest Territories / Territoires du Nord-Ouest  
G. Drapeau, Institut national de la recherche scientifique, Quebec / Québec  
B.R. Pelletier, Geological Survey of Canada / Commission géologique du Canada  
G.H. Jones, Public  
G. Fader, Bedford Institute of Oceanography / Institut océanographique de Bedford  
L. Baudouin-Tardif, Translation Bureau / Bureau de la traduction